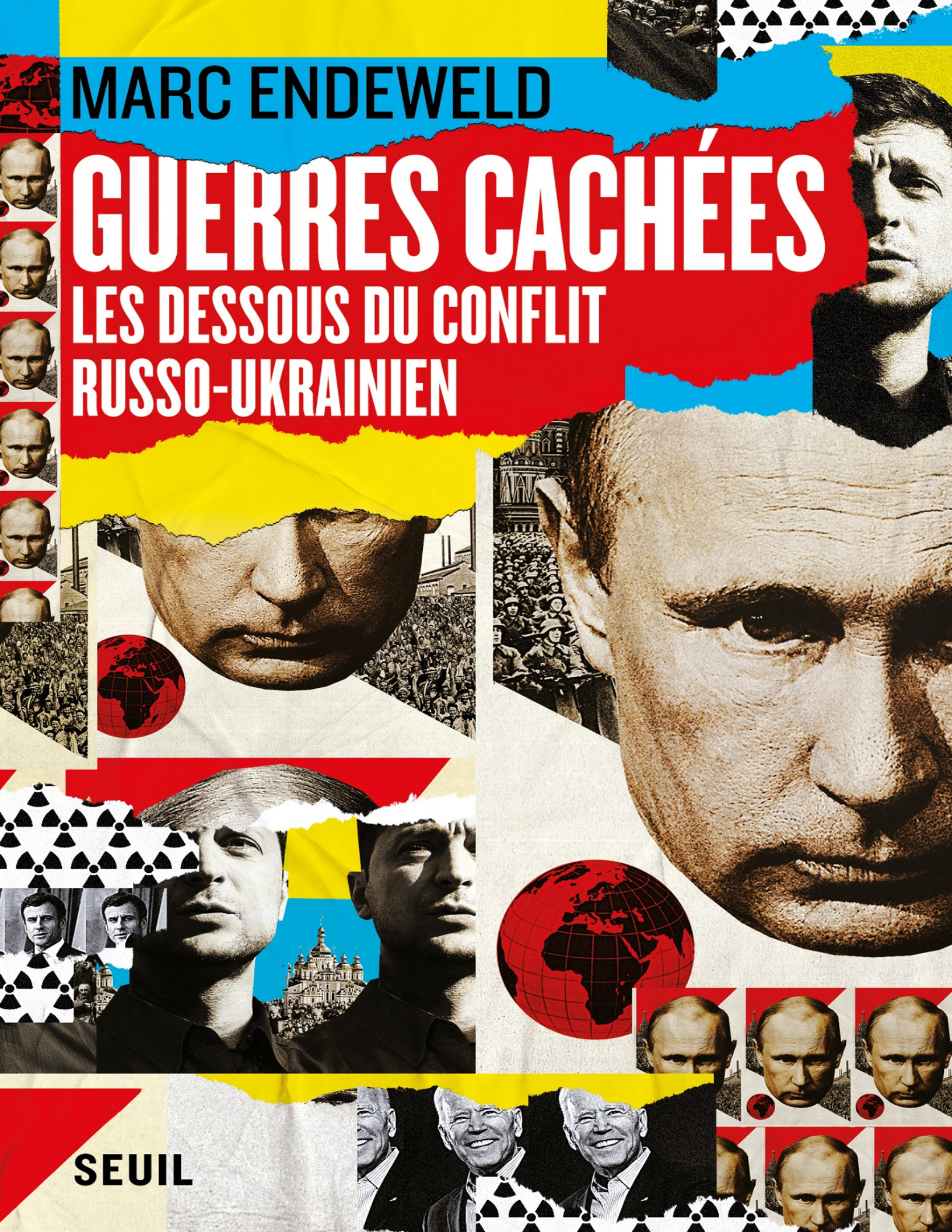


MARC ENDEWELD

GUERRES CACHÉES

LES DESSOUS DU CONFLIT
RUSSO-UKRAINIEN



SEUIL

MARC ENDEWELD

GUERRES CACHÉES

Les dessous du conflit
russo-ukrainien

ÉDITIONS DU SEUIL

57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

Du même auteur

France Télévisions (off the record)
Histoires secrètes d'une télé publique sous influences
Flammarion, 2010

L'Ambigu Monsieur Macron
Flammarion, 2015 ; Points, 2018

Le Choix de l'insoumission
(avec Jean-Luc Mélenchon)
Seuil, 2016

Le Grand Manipulateur
Les réseaux secrets de Macron
Stock, 2019 ; Points, 2020

L'Emprise
La France sous influence
Seuil, 2022

ISBN 978-2-02-151918-1

© Éditions du Seuil, juin 2022

www.seuil.com

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

« Gentlemen, you can't fight in here ! This is the War Room¹ ! »

Président Merkin Muffley,
Docteur Folamour ou : *comment j'ai appris*
à ne plus m'en faire et à aimer la bombe,
réal. Stanley Kubrick, 1964.

1. « Messieurs, vous ne pouvez pas vous battre ici ! Vous êtes dans le PC de guerre. »

TABLE DES MATIÈRES

[Titre](#)

[Du même auteur](#)

[Copyright](#)

[État de sidération](#)

[Mauvaises cartes en main](#)

[Les regrets du désarmement](#)

[L'arme du gaz](#)

[L'offensive Westinghouse](#)

[Les menaces de Zelensky](#)

[Découplage électrique](#)

[Dans les mains des Russes](#)

[Docteur Folamour](#)

[Le destin de l'Europe](#)

État de sidération

24 février 2022. « Le combat est ici. J'ai besoin de munitions, pas d'un taxi ! »

Volodymyr Zelensky,
président de l'Ukraine

Quand la nouvelle tombe jeudi 24 février, c'est la sidération. L'invasion russe de l'Ukraine vient de commencer. Pour les dirigeants européens, c'est le choc : aucun d'entre eux n'avait anticipé la puissance de l'offensive. Vladimir Poutine décide de surprendre le monde. Partout en Ukraine, les forces russes font mouvement. En quelques heures, elles avancent sur de nombreux kilomètres. On assiste alors au début d'une guerre effroyable entre deux États souverains, une guerre inédite en Europe par son importance depuis la Seconde Guerre mondiale, si l'on excepte le long conflit en ex-Yougoslavie dans les années 1990.

L'agression russe est manifeste et, pour certains, peu étonnante au vu des rapports de renseignement américains relayés largement depuis des semaines par la presse occidentale. Mais son ampleur tétanise les dirigeants du monde, et ceux d'Europe en particulier. Car Poutine ne craint pas dans ces premières heures de guerre de viser la capitale ukrainienne, Kiev (*Kyiv* en ukrainien), et de lancer

ses troupes à l'assaut de la tristement célèbre centrale nucléaire de Tchernobyl, à quelques kilomètres de la frontière de la Biélorussie, dont le territoire est utilisé par les troupes russes pour organiser l'assaut.

Vladimir Poutine a donc semé l'effroi en déclarant une guerre massive et totale à l'Ukraine, et pas uniquement au Donbass. Dès les premiers jours du conflit, le tsar du Kremlin a promu son offensive à grand renfort de propagande. Selon les Russes, il s'agit, par ce coup de force, d'assurer la « dénazification » de l'Ukraine. Dans le discours officiel du Kremlin, les références à la Seconde Guerre mondiale se multiplient, réactivant de vieilles blessures. De son côté, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, déploie avec vigueur une contre-offensive de communication, allant jusqu'à demander à la Knesset, le Parlement israélien, de l'aider à lutter contre la « solution finale » menée par les Russes.

Les raisons de la guerre russo-ukrainienne font l'objet de nombreuses spéculations. Les commentateurs occidentaux et français se perdent en conjectures : Poutine n'est-il pas devenu fou ? Pourquoi avoir risqué une telle « blitzkrieg », dont l'issue apparaît si incertaine ?

Face à l'horreur des combats, des bombardements massifs touchant de nombreux civils, devant les regards hagards des millions de réfugiés, l'émotion sature le récit médiatique sur la guerre. Jour après jour, les images s'enchaînent, les nouvelles s'accumulent, une information chasse l'autre, les jeux de propagande s'entrechoquent sur les réseaux sociaux comme dans les médias, sur les chaînes d'information en continu, les commentaires pullulent. Si de courageux reporters, de tous les pays, tiennent informé le monde entier du déroulement des combats, et de ses excès, l'urgence s'impose à tous, opinion comme décideurs.

C'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire d'apporter des grilles de lecture pour comprendre comment on est arrivé, en 2022, à une telle extrémité au cœur de l'Europe. C'est tout l'objet de ce livre, mêlant analyse, récit des coulisses diplomatiques et enquête sur ces guerres stratégiques, énergétiques et économiques qui ont amené Vladimir Poutine à donner l'ordre à ses armées de franchir les frontières de l'Ukraine et à foncer sur Kiev.

Mon précédent ouvrage d'enquête, *L'Emprise*¹, dévoilait déjà une part de ces guerres de l'ombre, souvent cachées par le poids des événements ou des intérêts. Elles explicitent pourtant les antagonismes nationaux et les jeux de puissances. Car cette guerre en Ukraine vient de loin : d'engagements passés des grandes puissances nucléaires qui n'ont pas été respectés, du désintérêt des Européens pour les questions de sécurité collective, et d'un monde de plus en plus en tension, littéralement mis sous pression par la bombe climatique, et dans lequel l'énergie devient une arme comme une autre.

« L'invasion en Ukraine met fin à la mondialisation que nous avons connue au cours des trente dernières années », prévient Larry Fink, P-DG de BlackRock, la plus grande société de gestion d'actifs dans le monde. « La mondialisation heureuse, c'est terminé », renchérit en France Geoffroy Roux de Bézieux, le patron du Medef. Le « grand angle » proposé ici permet de mieux appréhender un monde de plus en plus angoissant pour les Occidentaux, particulièrement incertains quant à leur avenir.

En Europe, Emmanuel Macron, souvent présenté comme le leader de l'Union européenne (UE), alors que la France assure la présidence du Conseil, doit composer avec les divergences d'approche entre États membres d'un point de vue stratégique. Bruxelles est « en panique », selon plusieurs observateurs. Sans

l'OTAN et les États-Unis, l'UE apparaît impuissante. Avec l'OTAN et les États-Unis, elle apparaît soumise et ballottée dans un jeu qui la dépasse entre la Russie et les États-Unis. En Allemagne, plusieurs responsables reconnaissent que le pays se retrouve en situation de fragilité considérable sur le plan militaire. L'un des plus hauts gradés de l'armée allemande va jusqu'à écrire sur un réseau social que les troupes de son pays sont « à sec ».

La surprise des Européens face à la brutalité de l'attaque russe n'est-elle pas également l'illustration de leur faiblesse stratégique ? À l'automne 2019, Emmanuel Macron a dénoncé dans une interview à *The Economist* le fait que l'OTAN se trouvait en état de « mort cérébrale », et ajouté ces phrases désormais lourdes de sens : « Je pense que l'Europe ne sera respectée que si elle-même a une réflexion en termes de souveraineté. » Le président français a aussi conseillé à ses partenaires européens : « Vous devez ré-internaliser votre politique de voisinage, vous ne pouvez pas la laisser gérer par des tiers qui n'ont pas les mêmes intérêts que vous. » Depuis le début de la crise, Américains et Russes font de l'Europe le terrain de leur affrontement.

Dans la guerre froide historique opposant l'URSS et le « bloc occidental », l'Europe se trouvait au cœur du choc, alors que les « conflits périphériques » se multipliaient en Asie ou en Afrique. Mais, aujourd'hui, comme je le rappelais dans mon précédent livre, c'est bien l'Asie qui se retrouve au centre du jeu, tant au niveau économique que d'un point de vue géopolitique. Ce basculement a amené nombre d'experts à rester aveugles aux menaces croissantes qui visent le Vieux Continent. « Le vrai rival des États-Unis, c'est la Chine. C'est la nouvelle guerre froide. Là-dedans, Europe et Russie sont désormais des pions », me confie un acteur

de la défense en France. L'Europe est devenue, sans qu'elle s'en rende compte, la périphérie du monde.

Depuis le début de la crise, les Américains rappellent ainsi qu'ils ne souhaitent pas entrer directement dans un conflit en Ukraine. Leur préoccupation première reste la Chine, et ils veulent éviter d'avoir à s'impliquer dans ce qui pourrait devenir une guerre avec la Russie. Cela ne les empêche pas de souffler sur les braises. L'ancien patron de la CIA, Leon Panetta, a ainsi expliqué à l'agence de presse Bloomberg que les États-Unis étaient en fait engagés dans une guerre par *proxy* (procuration) contre la Russie en Ukraine, via les livraisons d'armes et l'action des services de renseignement.

Dans un premier temps, le président américain semble donc ne pas vouloir susciter d'escalade avec la Russie. Dès le premier jour de guerre, selon l'agence de presse américaine AP (Associated Press), le gouvernement aurait ainsi offert d'exfiltrer Volodymyr Zelensky pour assurer sa sécurité. L'intéressé a décliné, préférant rester auprès des Ukrainiens pour résister à l'envahisseur : « Le combat est ici. J'ai besoin de munitions, pas d'un taxi ! Je suis là avec mes hommes. On ne déposera pas les armes. Nous allons défendre chèrement notre Ukraine. »

L'ampleur de l'attaque russe en Ukraine ainsi que la résistance des Ukrainiens conduisent finalement les États-Unis à renvoyer des soldats américains sur le sol européen. En quelques jours, le seuil symbolique de 100 000 hommes prépositionnés en Europe est franchi, niveau qu'on n'avait pas connu depuis quinze ans et qui représente environ le tiers de la présence américaine à la sortie de la guerre froide. Ce mouvement est d'autant plus notable que, depuis de nombreuses années, les États-Unis s'étaient engagés dans un discret retrait de leurs forces sur le Vieux Continent afin de les redéployer en Asie et dans le Pacifique, face à la montée de

l'expansionnisme économique et militaire chinois. De son côté, pour sauver son pays, le président Zelensky a multiplié les coups d'éclat médiatiques, lui qui ne cesse de parler de « troisième guerre mondiale ». En leader de son temps, il a su pousser son avantage vis-à-vis des différentes opinions publiques occidentales. Après de multiples exactions des troupes russes, Joe Biden finit par dénoncer Vladimir Poutine comme « criminel de guerre ».

En choisissant la brutalité et l'agression, le président russe a exposé son pays à des sanctions économiques inédites et l'a placé au ban des nations (du moins celles alliées au « camp occidental »). Mais son désir de dominer l'Ukraine est le plus fort. Jusqu'alors, cette volonté d'emprise ne s'est pas traduite uniquement par des moyens militaires, mais aussi par d'autres « armes », encore trop souvent sous-estimées par les Européens, comme l'énergie. En déclarant la guerre, Poutine ne souhaite pas seulement une démilitarisation de l'Ukraine, il entend également mettre le holà à la volonté de souveraineté énergétique du président Zelensky. En effet, depuis son accession au pouvoir, ce dernier a tout fait, aidé par de nombreux acteurs américains, certains proches de Donald Trump, pour que le nucléaire ukrainien retrouve son autonomie par rapport à la Russie. Ce livre lève le voile sur cette histoire méconnue. Au-delà de la question de l'OTAN, le dossier nucléaire est un *casus belli* pour Vladimir Poutine.

Depuis le début de la guerre au Donbass en 2014, les Ukrainiens ont considéré que le mémorandum de Budapest, qui fixait les conditions du rapatriement à Moscou des ogives nucléaires héritées de l'ex-bloc soviétique, ne tenait plus. Cet accord, signé en décembre 1994 entre trois anciennes républiques soviétiques et trois grandes puissances nucléaires – les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie (auxquels se sont ajoutées par la suite la France et la

Chine) –, stipulait qu'en contrepartie de l'abandon de ces armes nucléaires par la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine, leur intégrité territoriale serait respectée par l'ensemble des parties. Cet accord prévoyait également que la Russie chapeauterait le secteur nucléaire civil de ces trois États, au niveau tant de la sûreté des réacteurs nucléaires, de leur maintenance que de la livraison des combustibles et de la gestion des déchets. Aujourd'hui, près de trente ans après les accords de Budapest, les Russes, en envahissant l'Ukraine, entendent stopper toute velléité d'indépendance, et exigent finalement de conserver le contrôle sur les orientations énergétiques du pays, alors qu'ils ont eux-mêmes rompu leurs engagements en 2014 en contribuant à la déstabilisation dans le Donbass et en annexant la Crimée, à l'issue d'un référendum local non reconnu par la communauté internationale.

Ce but de guerre, mal perçu par le renseignement français et la diplomatie élyséenne, Poutine n'en fait pourtant pas mystère, en donnant l'ordre à ses troupes d'élite de prendre le contrôle, dès le premier jour de l'attaque, de la centrale de Tchernobyl et de ses déchets nucléaires, puis de foncer sur la centrale de Zaporijia, la plus grande d'Europe, qui fournit parfois la Russie en électricité. L'impérialisme russe qui s'exprime à travers cette guerre est d'abord fondé sur la volonté de conserver l'Ukraine dans un état de dépendance plus particulièrement économique à l'égard de Moscou. C'est parce qu'elles ont méconnu cette donnée nucléaire que les différentes chancelleries occidentales se sont retrouvées dépassées.

Cette guerre d'Ukraine signe le basculement du monde, le retour de la géopolitique dans l'économie mondiale, la « fin de la mondialisation », comme l'ont analysée plusieurs figures du monde de l'économie. On se souvient aussi que, pendant la dernière

campagne présidentielle américaine, l'Ukraine (et les relations du fils de l'actuel président dans ce pays) s'est retrouvée au cœur de la bataille politique entre Joe Biden et Donald Trump. Tandis qu'en France, le lien entre l'Ukraine et le nucléaire civil soulève des questions fondamentales, au moment où Emmanuel Macron envisage la relance d'un programme de construction de centrales. Les grandes puissances que sont les États-Unis, la Chine et la Russie jouent en fait chacune, à travers cette guerre, leur partition sur l'échiquier mondial du nucléaire. En voici l'histoire secrète, cette histoire qui a amené la Russie à déclarer la guerre à l'Ukraine.

1. *L'Emprise. La France sous influence*, Paris, Seuil, janvier 2022. Lire notamment les chapitres « La guerre du gaz » et « Convoitises nucléaires », p. 217 et p. 415.

Mauvaises cartes en main

25 février 2022. « Nous discussions encore des détails de mise en œuvre des accords de Minsk. Donc, oui, il y a eu duplicité. »

Emmanuel Macron à propos de Vladimir Poutine

En ce début d'année 2022, la crise internationale autour de l'Ukraine bouleverse l'emploi du temps d'Emmanuel Macron, à quelques semaines de l'élection présidentielle en France. Alors que ce dernier renâcle à présenter officiellement sa candidature, il décide de se consacrer entièrement à ce dossier diplomatique explosif. Pour cette opération que d'aucuns présentent comme celle de la dernière chance, le président a en tête la gestion de la crise géorgienne en 2008. À l'époque, Nicolas Sarkozy avait profité de sa double casquette (la France présidait alors le Conseil des ministres de l'Union européenne) pour jouer les conciliateurs entre les différents acteurs de la crise, au niveau tant régional qu'international. Sur le plan de la politique intérieure, ce coup diplomatique avait permis à Sarkozy d'asseoir sa stature internationale.

Emmanuel Macron a donc décidé de jouer son va-tout sur l'Ukraine. Le 7 février, il rencontre Vladimir Poutine au Kremlin, avant de partir le lendemain à Kiev pour rencontrer le président ukrainien

Volodymyr Zelensky. Un pari hasardeux. Sur ce dossier, Russie et États-Unis ne cessent d'imposer leur tempo diplomatique aux Européens. Le président français avait pourtant tenu à faire du « dialogue avec la Russie » l'une de ses priorités diplomatiques au moment de son accession au pouvoir en 2017. Deux mois à peine après son élection, il avait fait tousse de nombreux diplomates du Quai d'Orsay en recevant Vladimir Poutine en grande pompe à Versailles. On se souvient aussi bien sûr de la visite du maître du Kremlin au fort de Brégançon en août 2019, à quelques jours du G7 de Biarritz.

Cet été-là, Emmanuel Macron va jusqu'à dénoncer l'existence d'un « État profond » au Quai d'Orsay lors de la traditionnelle conférence des ambassadeurs, devant un parterre de diplomates médusés. Il est clair à ses yeux que l'administration diplomatique l'entrave dans sa démarche de dialogue avec Poutine. Le président exhorte alors ses diplomates à « repenser [...] notre relation avec la Russie » et à renforcer le dialogue avec celle-ci, car « pousser la Russie loin de l'Europe est une profonde erreur stratégique, parce que nous poussons la Russie soit à un isolement qui accroît les tensions, soit à s'allier avec d'autres puissances comme la Chine, ce qui ne serait pas du tout notre intérêt ». Déjà, dans son livre *Révolution*, publié lors de la campagne présidentielle, il annonçait son intention de « travailler avec les Russes pour stabiliser leur relation avec l'Ukraine et permettre que soient levées progressivement les sanctions de part et d'autre ». Pour développer ce « dialogue », le président français mise dès son arrivée à l'Élysée sur la constitution d'une relation personnelle avec son homologue russe. Il recourt à la même méthode avec Donald Trump, sans grand succès.

On doit en fait l'utilisation de cette formule de l'« État profond » visant le Quai d'Orsay – et surtout certains de ses diplomates considérés comme proaméricains et atlantistes – à Jean-Pierre Chevènement, proche conseiller du soir d'Emmanuel Macron et partisan d'un rapprochement avec la Russie. L'ancien ministre de François Mitterrand et Lionel Jospin n'est pas le seul à avoir eu l'oreille du président sur ce dossier. L'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine a aussi joué un rôle. Mais, en début de quinquennat, c'est Chevènement qui est envoyé à plusieurs reprises par le président pour faire passer des messages à Vladimir Poutine.

Cette « excuse » de l'« État profond » est pourtant un peu facile¹. La posture hostile du président français peine à masquer ses erreurs stratégiques, lui qui a multiplié les positions contradictoires sur le dossier, usant d'un « en même temps » diplomatique aux maigres effets. En *off*, ses conseillers diplomatiques expliquent alors qu'il s'agit de jouer le rapport de force avec le chef du Kremlin. Encore faut-il que le président français dispose des bonnes cartes pour faire avancer les négociations. Or, depuis sa tentative de rétablir un dialogue direct avec les Russes, Emmanuel Macron se trouve marginalisé vis-à-vis de ses partenaires européens. Certains pays de l'est de l'Europe, comme la Pologne, dénoncent une attitude unilatérale de la France. Et surtout l'Élysée se retrouve opposé à l'Allemagne sur le dossier énergétique. La crise diplomatique russe agit comme un révélateur des antagonismes stratégiques et économiques entre Paris et Berlin. Dès début 2019, à Bruxelles, la France s'oppose ainsi, au grand dam du Kremlin, au projet Nord Stream 2, ce gazoduc stratégique entre la Russie et l'Allemagne passant par la mer Baltique et qui permettrait de contourner la voie ukrainienne.

Résultat, les Russes n'ont jamais vraiment pris au sérieux le président français durant le premier quinquennat. Comme me le confie un haut diplomate russe en avril 2021 : « Le président français fait de très beaux discours, mais ce n'est pas suivi d'actes. » À l'en croire, Vladimir Poutine aurait la nostalgie des années de Gaulle et Mitterrand, quand la France était alliée avec les États-Unis, mais « non alignée ».

Alors, en ce mois de février 2022, les efforts diplomatiques d'Emmanuel Macron pour éviter une guerre en Ukraine ont peu de chance d'aboutir. Le président français tente pourtant de pousser son avantage alors que, depuis plusieurs jours déjà, le canal diplomatique est rompu entre Washington et Moscou. « Ils étaient déjà "not on speaking terms" », se souvient un diplomate. Macron espère que la France pourra tenir son rang dans cette crise internationale ; bien sûr, il pense aussi à son destin et à la prochaine échéance présidentielle. Ses efforts diplomatiques sont ainsi particulièrement mis en scène par ses communicants à l'Élysée. Chacun de ses appels téléphoniques fait l'objet d'un compte rendu à la presse, parfois avec des détails sur la teneur des conversations ou même des propos rapportés. Un véritable théâtre médiatique et diplomatique. Pendant que les diplomates russes multiplient les amabilités à l'égard des Français et d'Emmanuel Macron qu'ils flattent. Manière de diviser le camp occidental ? De gagner du temps ?

En coulisses, le président français se concentre dans ses discussions avec Vladimir Poutine sur la stricte application des accords de Minsk, qui ont suivi la crise du Donbass en 2014 et qui prévoyaient en particulier, outre un cessez-le-feu, le retrait des armes lourdes de la région et le maintien dans le giron de l'Ukraine des territoires autoproclamés autonomes de Louhansk et de

Donetsk, dans lesquels des élections devaient être organisées. Car, depuis des années, ces accords ne sont pas réellement appliqués, le cessez-le-feu n'étant que partiellement respecté. Les discussions ont continué dans le cadre du « format Normandie » (rassemblant les deux belligérants, l'Ukraine et la Russie, ainsi que l'Allemagne et la France). En décembre 2019, quelques mois avant la survenue de la pandémie mondiale, Emmanuel Macron a ainsi tenté d'avancer sur ce dossier sensible en convoquant à Paris un nouveau sommet au « format Normandie ». Une attitude justifiée, puisque la France et l'Allemagne sont garantes des accords de Minsk. Mais, parmi les neuf points convenus lors de cette rencontre diplomatique, un seul a fini par être mis en œuvre : l'échange de détenus entre Kiev et le Donbass.

Au moment de son élection, en avril 2019, Volodymyr Zelensky a pourtant multiplié les déclarations apaisantes sur le futur des provinces séparatistes. Dès son arrivée au pouvoir, il a fait plusieurs gestes conciliants à l'égard de Moscou. À l'automne, le président ukrainien a annoncé son accord quant à la tenue d'élections locales libres dans les républiques du Donbass et à l'entrée en vigueur simultanée d'un statut spécial temporaire de ces territoires (une exigence de Moscou), ce qui aurait permis à l'Ukraine de recouvrer le contrôle perdu de sa frontière orientale avec la Russie. Mais les négociations ont piétiné. Et le sommet de Paris de décembre 2019, sur lequel la France avait fondé tant d'espairs, n'a pas permis de débloquer la situation.

Début 2022, lorsque Emmanuel Macron revient dans le jeu diplomatique entre Kiev et Moscou, il concentre donc ses efforts sur l'avenir du Donbass. Comme ancien banquier d'affaires chez Rothschild, le jeune président est rompu aux négociations difficiles ; mais, désormais, il ne s'agit plus de business mais de diplomatie. Et

le président Zelensky n'est plus, comme au moment de son élection, disposé à négocier. En novembre 2021, il a dénoncé un projet de coup d'État venant de Moscou, couplé à un scénario d'invasion militaire russe, contre laquelle il a dit son armée « prête ». La tension est donc à son comble. Pas un jour ne se passe sans une annonce de mouvements de troupes russes à la frontière de l'Ukraine. Plus de 150 000 militaires russes y sont massés depuis octobre 2021.

Jusqu'au bout, Emmanuel Macron espère trouver une issue à la crise. Le 7 février pourtant, lorsqu'il se rend au Kremlin pour rencontrer Vladimir Poutine, l'ambiance est glaciale. Tout dans le décorum choisi pour l'occasion par le président russe démontre la défiance. Cela a été abondamment commenté : il installe son homologue français face à lui au bout d'une très longue table. Entre les deux hommes, les discussions se prolongent toutefois de nombreuses heures. Emmanuel Macron est surpris par la dureté de son interlocuteur. Le chef du Kremlin semble buté, revient sans cesse sur la volonté de l'Occident d'encercler la Russie et multiplie les menaces provocatrices, comme le fait que ses troupes pourraient aller jusqu'à Kharkov (*Kharkiv* en ukrainien), la seconde ville d'Ukraine, manière de maintenir, dans les négociations, un climat de peur chez les Européens. Si le président français mesure à ce moment-là que la partie est loin d'être gagnée, le renseignement français se veut rassurant : les espions de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et de la DRM (Direction du renseignement militaire) estiment que Moscou n'a pas réellement l'intention d'envahir l'Ukraine. À Paris, pour nombre d'experts, y compris au Quai d'Orsay, Poutine bluffe. Alors Emmanuel Macron continue de négocier.

Au lendemain de sa visite au Kremlin, le président français rencontre Volodymyr Zelensky à Kiev. Puis il multiplie les

discussions au téléphone avec les deux dirigeants. À force d'argumentation et de persuasion, il croit obtenir une première avancée : le président ukrainien lui annonce sa volonté de bouger sur l'application des accords de Minsk, alors que le processus était gelé depuis la conférence de Paris. Zelensky se serait notamment engagé à abroger plusieurs dispositifs discriminatoires à l'encontre des citoyens du Donbass. Avec cette nouvelle carte en main, Macron revient vers Poutine. Pendant le week-end des 19 et 20 février, à peine cinq jours avant l'offensive russe, il continue de discuter avec Kiev, Moscou et même Washington.

Le président français obtient une vague promesse sur l'organisation d'un hypothétique sommet entre Joe Biden et Vladimir Poutine. Un communiqué est publié par l'Élysée le matin du lundi 21 février pour rendre publique la nouvelle. Deux heures plus tard, le Kremlin juge pourtant « prématurée » une telle annonce. Et, dans l'après-midi, c'est la douche froide : Poutine surprend le monde en reconnaissant l'indépendance des « républiques populaires » de Donetsk et de Louhansk. Pour Emmanuel Macron, cet enchaînement diplomatique sonne comme un camouflet. Un haut diplomate français m'assure : « Poutine a refusé des offres faites par Macron qu'il a jugées insuffisantes par rapport aux accords de Minsk. »

Trois jours plus tard, c'est la consternation à Paris et dans la plupart des chancelleries occidentales : Moscou entre en guerre contre l'Ukraine, une guerre totale. Vladimir Poutine n'hésite pas à engager ses troupes sur la route de Kiev ou à leur donner comme objectif, au sud de l'Ukraine, la centrale nucléaire de Zaporijia. Le monde tremble. C'est la stupeur générale. Le lendemain du début de l'invasion, Emmanuel Macron déplore, presque comme un aveu de naïveté, la « duplicité » de son homologue russe. Et le président

français de préciser : peu de temps avant que la Russie ne décide d'envahir l'Ukraine, « nous discussions encore des détails de mise en œuvre des accords de Minsk. Donc, oui, il y a eu duplicité, il y a eu un choix délibéré, conscient, du président Poutine de lancer la guerre quand nous pouvions encore négocier la paix ».

Côté français, c'est l'accablement : que s'est-il passé pour que la situation se dégrade si rapidement ? Les mouvements de troupes russes depuis janvier ne relevaient donc pas de la gesticulation ? Une semaine seulement avant l'invasion, le renseignement français et l'Élysée, qui disposent de leurs propres images satellites, faisaient l'analyse que l'armée russe n'était pas prête pour le combat, qu'elle ne disposait pas encore de suffisamment de logistique, que les hôpitaux de campagne n'étaient pas installés. Quelques jours auparavant, la tension était pourtant montée d'un cran, avec l'organisation par la Russie et la Biélorussie d'exercices militaires conjoints d'une ampleur sans précédent. Le 17 février, tout s'était accéléré : des obus étaient tombés sur Stanytsia Louhanska, une ville de l'est de l'Ukraine placée sous contrôle des forces gouvernementales. L'armée ukrainienne et les séparatistes prorusses s'étaient accusés mutuellement de la responsabilité de ces bombardements. La « république populaire de Donetsk » avait accusé Kiev de préparer une invasion du Donbass. C'est durant ces jours cruciaux que Vladimir Poutine, entouré d'un petit groupe de conseillers, a décidé de lancer l'offensive générale contre l'Ukraine.

Malgré le début de l'invasion et la « duplicité » de Vladimir Poutine, le président français ne rompt pas le lien avec son homologue russe dans les premières semaines de la guerre. Entre la mi-février et la mi-mars, les deux hommes discutent à quatorze reprises au téléphone. « Je resterai en contact autant que je le peux et autant que c'est nécessaire avec le président Poutine », annonce

Emmanuel Macron aux Français lors d'une allocution télévisée organisée quelques heures à peine avant l'annonce, le lendemain, de sa candidature présidentielle. Le jour de sa candidature, on apprend, via l'Élysée, que le président Macron a parlé au téléphone avec le président Poutine durant « une heure trente » et qu'il est particulièrement inquiet car « le pire est à venir ». Des mots peu rassurants pour les Français.

Si l'on en croit les communicants de l'Élysée, Emmanuel Macron aurait alors invité son homologue russe à « cesser de se mentir » et lui aurait lancé cette tirade : « Tu te racontes des histoires, tu cherches un prétexte dans tous les cas. Ce que tu me dis n'est pas conforme à la réalité et ne peut justifier ni les opérations militaires en cours, ni le fait que ton pays va finir isolé, affaibli et sous sanctions pour une période très longue. » Manifestement, ces menaces de sanctions n'ont guère eu d'effets sur le tsar du Kremlin. Ce dernier est décidé à punir l'Ukraine. La volonté de Kiev de s'autonomiser de Moscou lui est insupportable. D'autant que, près de trente ans en arrière, une Russie bien plus faible, tout juste sortie de l'éclatement de l'URSS, avait réussi à garder l'Ukraine sous sa dépendance, notamment dans le domaine du nucléaire.

1. Voir le chapitre « L'excuse de l'«État profond» » dans *L'Emprise*, *op. cit.*, p. 47.

Les regrets du désarmement

15 avril 2021. « Soit nous faisons partie d'une alliance comme l'OTAN et nous contribuons également à rendre cette Europe plus forte [...], soit nous n'avons qu'une seule option, celle de nous armer et, peut-être, d'envisager un statut nucléaire. »

Andrij Melnyk,
ambassadeur d'Ukraine en Allemagne

Tout commence au printemps 2021. En avril de cette année-là, deux armées et trois unités de troupes aéroportées, environ 40 000 hommes selon l'OTAN, sont transférées par Moscou en trois semaines aux abords de l'Ukraine. Ces troupes s'ajoutent à celles déjà présentes en Crimée. Ce mouvement est aussi important que celui observé en 2014, au début des hostilités entre les séparatistes prorusses du Donbass et les forces ukrainiennes.

Le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, annonce alors des « exercices », censés répondre « aux activités militaires menaçantes de l'OTAN ». Mais, en parallèle, les Russes décident aussi de suspendre durant six mois la navigation de navires militaires au large de la Crimée, en mer Noire. Plus question pour un autre État de traverser les eaux territoriales russes au niveau du détroit de Kertch. Concrètement, par cette décision, les Russes

empêchent les Ukrainiens de circuler entre la mer d'Azov et la mer Noire, isolant de fait une partie de la côte ukrainienne, et notamment le port stratégique de Marioupol. En réaction, Washington annonce un nouveau train de sanctions contre certaines entreprises et officiels russes suspectés d'être impliqués dans l'empoisonnement de l'opposant russe Alexeï Navalny et dans la cyberattaque SolarWinds.

Dans ce contexte, Andrij Melnyk, l'ambassadeur d'Ukraine en Allemagne, tient des propos chocs sur les ondes de la Deutschlandfunk. Dans un langage peu diplomatique, il alerte les Occidentaux sur la « situation difficile et extrêmement dangereuse », affirme que le « Kremlin cherche à anéantir l'Ukraine en tant qu'État et peuple » et « va simplement [les] effacer de la carte ces prochains jours ». Le haut diplomate explique que les armes livrées par les États-Unis à Kiev ne sont que « des cacahuètes par rapport à ce dont les forces ukrainiennes ont réellement besoin ». Et de réclamer des « systèmes d'armes à la pointe de la technologie », mais aussi l'adhésion à l'OTAN, déjà refusée à l'Ukraine en 2008.

Au même moment, le président Zelensky renchérit dans une interview donnée au *Figaro* : « Notre pays a fait beaucoup de sacrifices en termes de vies humaines. Nous ne pouvons pas rester indéfiniment dans la salle d'attente de l'UE et de l'OTAN. L'Ukraine mérite d'en sortir. Le moment est venu de passer la vitesse supérieure, de nous inviter à rejoindre l'UE et l'OTAN, car nous ne voulons pas avoir à mendier. Non seulement ce serait juste, mais c'est aussi ce que les citoyens d'Ukraine réclament. »

À ce sujet, l'ambassadeur ukrainien est encore plus cash sur les ondes de la radio allemande. Si la demande de l'Ukraine d'intégrer l'OTAN venait de nouveau à être écartée par les Occidentaux, le diplomate prévient que son pays serait capable de choisir une

solution radicale : « Soit nous faisons partie d'une alliance comme l'OTAN et nous contribuons également à rendre cette Europe plus forte, que cette Europe devienne plus sûre d'elle-même, soit nous n'avons qu'une seule option, celle de nous armer et, peut-être, d'envisager un statut nucléaire. Sinon, comment pourrions-nous assurer notre défense ? » « Envisager un statut nucléaire » : les mots sont lâchés, et la menace à peine voilée.

Ce statut nucléaire, l'Ukraine l'a connu du temps de l'Union soviétique. À la chute de l'URSS, après 1991, l'Ukraine faisait partie des puissances nucléaires. Le pays s'est en effet retrouvé avec un énorme arsenal sur les bras : pas moins de 1 900 ogives stationnées sur place, abandonnées par l'Armée rouge, certaines équipant 176 missiles intercontinentaux, d'autres 44 bombardiers stratégiques avec 700 missiles, et plus de 2 000 armes nucléaires. Un volume considérable. Le pays devenait *de facto* la troisième puissance nucléaire mondiale, après la Russie et les États-Unis.

Certes, l'Ukraine n'avait plus les moyens d'assurer l'entretien de ces armes et ne disposait pas de leurs codes d'utilisation, centralisés à Moscou. Mais l'inquiétude est alors grande dans la communauté internationale : les Ukrainiens sont-ils en mesure de gérer un tel héritage ? D'autant que le pays sombre rapidement dans une crise économique majeure et qu'un certain désordre y règne. L'Ukraine devient le royaume des oligarques et des mafias. Et si une partie, même infime, de ces ogives tombaient dans de mauvaises mains ?

Le risque de prolifération à partir de ce stock ukrainien est le sujet d'un thriller écrit en 1991 par Tom Clancy, *La Somme de toutes les peurs* (*The Sum of All Fears*), qu'Hollywood adaptera au cinéma dix ans plus tard. À l'époque pourtant, Kiev revendique la propriété de ces armes et fait monter les enchères sur d'éventuelles

contreparties, allant jusqu'à refuser le protocole de Lisbonne du 23 mai 1992 signé par les États-Unis et quatre anciennes républiques soviétiques, qui reconnaît la Russie comme unique héritière de l'arsenal de l'URSS et stipule que toutes ces armes seront détruites ou transférées sous son contrôle.

Pour autant, pas question de clore les discussions entre les grandes puissances et l'Ukraine. Celles-ci aboutissent en 1994, avec un premier engagement en janvier conclu à Moscou entre la Russie, les États-Unis et l'Ukraine. À Kiev, cette signature passe mal auprès de l'opinion. Le président Kravtchouk, néanmoins soutenu par la Verkhovna Rada, le Parlement ukrainien, est accusé de « trahison nationale » par une partie de la population. L'engagement sera pourtant confirmé le 5 décembre 1994 par la signature du « mémorandum de Budapest ». En acceptant de se défaire de l'arsenal soviétique (chose faite en 1996) et de rejoindre le traité de non-prolifération (TNP), qui vise à réduire le risque que l'arme nucléaire se répande à travers le monde, l'Ukraine obtient de la Russie, des États-Unis et du Royaume-Uni (auxquels s'ajouteront la Chine et la France, les autres puissances nucléaires) des garanties sur sa sécurité, son indépendance et son intégrité territoriale. Le même mécanisme s'applique à la Biélorussie et au Kazakhstan, qui acceptent de faire transférer les armes nucléaires présentes sur leur sol à Moscou. Un éditorial du quotidien russe *Izvestia*, le 16 janvier 1993, s'est félicité : « Les États-Unis ont veillé avec un succès total à ce que la Russie reçoive tous les documents afférents à l'héritage nucléaire de l'URSS. »

Par ce mémorandum, l'Ukraine renonce donc à ses armes nucléaires afin de préserver son indépendance. Car, en échange du retour de ces armes à Moscou, les grandes puissances que sont les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie accordent des garanties

strictes d'intégrité territoriale et de sécurité à l'ancienne république soviétique. Les principaux engagements pris par ces trois États sont nombreux : ils doivent bien sûr s'abstenir de toute menace ou de l'usage de la force contre l'Ukraine, mais ils ne peuvent en outre exercer une quelconque pression économique en vue d'influencer sa politique intérieure. De plus, selon l'article 5 du mémorandum, les signataires « réaffirment leur engagement de demander au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies d'intervenir immédiatement pour venir en aide à l'Ukraine, en tant qu'État non doté d'armes nucléaires partie au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, si celle-ci faisait l'objet d'une agression ou d'une menace d'agression faisant appel à l'arme nucléaire ».

Tant que la Russie n'utilise pas ou ne menace pas d'utiliser l'arme nucléaire contre l'Ukraine, aucune intervention militaire n'est donc requise par l'accord. C'est l'une de ses faiblesses : les garanties territoriales ne sont accompagnées, pour les parties signataires, d'aucune obligation réelle de défendre l'Ukraine, et aucune sanction ou mesure contraignante n'est prévue en cas de violation du texte par l'un des pays. C'est la raison pour laquelle, en 2014, lors du soulèvement des séparatistes prorusses dans le Donbass et l'annexion de la Crimée par la Russie, les États-Unis de Barack Obama n'ont pas été contraints d'intervenir militairement, malgré les demandes de l'Ukraine.

Lorsqu'un journaliste, à l'occasion d'une conférence de presse qui s'est tenue le 4 mars 2014, a osé interpeller Vladimir Poutine sur le fait qu'il n'avait pas respecté le mémorandum de Budapest en envahissant la Crimée, le maître du Kremlin a ironisé : « Un nouvel État s'est constitué, mais avec cet État et par rapport à cet État, nous n'avons signé aucun document obligatoire. » Deux ans plus tard, en février 2016, c'était au tour du ministre des Affaires

étrangères russe, Sergueï Lavrov, de balayer les critiques : « La Russie n'a jamais violé le mémorandum de Budapest, qui ne comptait qu'une seule obligation, celle de ne pas attaquer l'Ukraine avec des armes nucléaires. »

Cette fragilité face à la Russie d'une Ukraine engagée dans la voie d'un désarmement nucléaire avait pourtant été perçue très tôt par certains spécialistes des relations internationales, parmi lesquels John J. Mearsheimer, de l'université de Chicago, qui écrivait dans la revue *Foreign Affairs* à l'été 1993 : « Dès sa déclaration d'indépendance, l'Ukraine aurait dû être discrètement encouragée à façonner sa propre dissuasion nucléaire. [...] Une Ukraine nucléaire [...] est impérative pour maintenir la paix entre la Russie et l'Ukraine. Cela signifie de s'assurer que les Russes, qui ont un passé de mauvaises relations avec l'Ukraine, n'essayent pas de la reconquérir. L'Ukraine ne peut pas se défendre avec des armes conventionnelles contre une Russie équipée de l'arme nucléaire et aucun État, y compris les États-Unis, ne va lui fournir de garanties de sécurité significatives. »

Résultat, à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014, la rancœur à l'encontre des grandes puissances nucléaires, États-Unis en tête, gagne de nombreux responsables ukrainiens. La même année, l'ancien président ukrainien Leonid Koutchma déclare que l'Ukraine a été trompée, tout en reconnaissant que si elle avait gardé les armes nucléaires, elle aurait très probablement été attaquée par la Russie, soumise à une forte pression des États-Unis et traitée comme « État paria ».

Cette évidence – l'impossibilité diplomatique pour l'Ukraine de conserver son arsenal nucléaire hérité de l'URSS – n'est pourtant guère admise en Ukraine. Bien au contraire. L'idée que le pays aurait pu garder cet arsenal fait son chemin, alors même que le pays

n'a jamais disposé des codes soviétiques pour utiliser ces armes... Ce que constate Tariq Rauf, ancien responsable de la vérification et de la politique de sécurité à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : il explique à Thalif Deen, correspondant de l'agence de presse IDN aux Nations Unies, que, dans certains cercles ukrainiens, on formule des remords d'avoir renvoyé ces armes à Moscou. Dès mars 2014, Volodymyr Ohryzko, ancien ministre des Affaires étrangères, fait valoir publiquement que l'Ukraine a désormais le droit moral et légal de rétablir son statut nucléaire. La même année, un groupe parlementaire centriste propose que l'Ukraine se retire du traité de non-prolifération, tandis qu'un groupe ultranationaliste présente un projet de loi pour que l'Ukraine retrouve son statut d'État nucléaire et relance un programme national d'armes nucléaires. Un sondage dans la foulée montre que près de la moitié des Ukrainiens souhaitent un réarmement nucléaire.

En novembre 2015, une table ronde rassemble à l'Ukraine Crisis Media Center de Kiev différents experts autour de la question : « Le monde est-il devenu plus sûr après le désarmement nucléaire de l'Ukraine ? Le 21^e anniversaire de l'adhésion de l'Ukraine au traité de non-prolifération des armes nucléaires ». « L'Ukraine était un État nucléaire et produisait des fusées spatiales depuis 1960. Nous avons le troisième potentiel nucléaire dans le monde », souligne à cette occasion Volodymyr Toloubko, colonel-général, docteur en sciences techniques, professeur et député ukrainien de 1990 à 1994. « L'argument principal, utilisé par les plus grandes puissances nucléaires du monde, était que l'Ukraine devait rendre son arme nucléaire pour ne pas bloquer le processus de réduction de la menace nucléaire dans le monde », témoigne de son côté Yuriy Kostenko, chef de la délégation gouvernementale de l'Ukraine dans

les négociations avec la Russie sur le désarmement nucléaire (1992-1993). « Il n'y a jamais eu d'autres pays dans le monde ayant rendu leur arme la plus puissante. À la suite de ce processus, l'Ukraine a connu non seulement la dévastation nucléaire [avec l'accident de Tchernobyl], mais elle est devenue un pays du tiers monde qui n'intéresse plus personne. »

Autour de la table, les experts sont unanimes : le désarmement nucléaire de l'Ukraine, en la rendant plus vulnérable, n'a pas aidé à rendre le monde plus sûr. Selon Yuriy Kostenko, la politique de la Fédération de Russie est devenue complètement imprévisible, et les États-Unis, en dépit de leur puissance, ne sont pas en mesure d'assurer l'ordre du monde : « Jusqu'au moment où une nouvelle conception de la sécurité sera créée, les pays chercheront à acquérir des armes nucléaires et à les utiliser en cas de besoin. Et l'histoire du désarmement nucléaire de l'Ukraine sera l'argument le plus important. » Selon lui, l'Ukraine doit néanmoins commencer par des projets moins ambitieux que la restauration de son potentiel nucléaire, pour accroître sa capacité de défense.

Mais, dans le domaine nucléaire, technologie duale (à la fois civile et militaire) par excellence, l'enjeu sécuritaire n'est pas que militaire. C'est ainsi que, à la suite du mémorandum de Budapest, il a été décidé que le contrôle de la sûreté des centrales nucléaires ukrainiennes et la gestion des déchets seraient assurés par la Russie (une partie des déchets seront envoyés en Sibérie).

Rappelons que l'industrie nucléaire comprend les étapes de l'extraction et de l'enrichissement de l'uranium pour créer du combustible, de la construction et de l'entretien des réacteurs, du recyclage du combustible utilisé pour fabriquer du nouveau combustible (étape également cruciale pour obtenir des matières nucléaires à usage militaire). Chacune de ces étapes du cycle

nucléaire nécessite une attention soutenue pour éviter tout risque de prolifération.

Les Russes savent par conséquent où se trouve le moindre gramme de plutonium en Ukraine. Du fait du mémorandum de Budapest, Moscou a une connaissance fine des stocks d'uranium, de plutonium, et plus largement de tous les déchets irradiés présents. L'attention russe s'est longtemps portée sur la centrale de Tchernobyl, car ses réacteurs sont de technologie soviétique RBMK. Modérés au graphite et refroidis à l'eau, ces réacteurs « plutonigènes » ont la caractéristique de produire de grandes quantités de plutonium, élément essentiel pour la fabrication des bombes atomiques.

C'est également la Russie qui s'est engagée après 1994 à fournir à l'Ukraine du combustible pour ses autres réacteurs VVER, de conception soviétique. Autant dire que l'industrie nucléaire ukrainienne s'est retrouvée durant de nombreuses années sous la tutelle de Moscou, qui a ainsi organisé sa domination sur la filière, et a pu s'assurer de la neutralité du pays. Le nucléaire n'est pourtant pas la seule « arme » énergétique dont dispose la Russie pour convaincre l'Ukraine de rester à sa place. Vladimir Poutine utilise depuis longtemps l'industrie gazière russe à son avantage.

L'arme du gaz

Été 2018. « À quoi sert l'OTAN si l'Allemagne paie à la Russie des milliards de dollars pour le gaz et l'énergie ? »

Donald Trump

« Peut-être que Poutine a voulu envoyer une carte postale sur le gaz l'été dernier », me dit une figure de l'industrie de l'énergie en France en pleine invasion russe de l'Ukraine. Que s'est-il passé à l'été 2021 ? Sur le marché du gaz mondial, les prix ont commencé à monter, et ont monté encore. Inexorablement. À l'écart des gros titres des médias. Puis, en septembre, certains ont fini par s'inquiéter.

Mon interlocuteur m'explique le fonctionnement d'un deal gazier entre États : « Dans tous les contrats de gaz bilatéraux sont fixées une quantité de gaz minimale et une quantité de gaz maximale de livraison. En général, les fournisseurs, comme Gazprom, se situent dans la moyenne haute des contrats. Ensuite, le montant des facturations est constitué à partir d'une formule de prix secrète, avec une part non fixe négociée sur le marché en prix spot¹. Or, l'été dernier, au moment des premières livraisons, Gazprom décide de ne livrer que le minimum prévu dans les contrats. L'effet a été

immédiat : les *utilities*, les compagnies dans l'énergie, et les États sont allés chercher ailleurs, et les prix ont augmenté dès le mois d'août. »

En année normale, les livraisons de gaz sont en effet effectuées dès l'été, permettant à chaque pays européen de reconstituer ses réserves, stockées dans de gros réservoirs souterrains et aériens installés un peu partout sur le territoire. Ces réserves sont ensuite utilisées durant l'hiver. En 2021, changement de décor : quand les Russes finissent par assurer le reste de leurs livraisons de gaz auprès des pays européens au cours de l'automne, les prix sur le marché ont déjà beaucoup augmenté. Jackpot pour Gazprom, et sans doute une manière pour Vladimir Poutine de signifier aux États européens, notamment l'Allemagne, dont l'industrie est très dépendante du gaz russe, qui est le patron. « C'était manifestement un signal aux Européens qui n'a pas été compris », estime ma source. « Heureusement » pour l'Europe, l'hiver 2021-2022 aura été très doux. Les températures du mois de novembre ont atteint des records de chaleur.

C'est méconnu, mais le prix de l'électricité est lui-même déterminé à partir de la matière première la plus chère pour en fabriquer, en l'occurrence le gaz, afin de lisser les coûts sur le marché. En France, c'est l'ancien patron d'EDF, Marcel Boiteux, en poste dans les années 1960, qui a mis en place ce système, bien avant que l'Union européenne ne l'adapte pour son marché unique de l'énergie. Une hausse du prix du gaz a donc un impact direct sur le prix de l'électricité, y compris dans un pays comme la France, où l'électricité produite est principalement issue de l'énergie nucléaire. En cas de pic de consommation, EDF avait l'habitude par le passé de recourir au charbon. Aujourd'hui, pour répondre à de telles hausses de la demande sur le réseau, c'est le gaz qui est privilégié.

Au final, en France comme en Europe, c'est bien le prix du gaz qui détermine le prix de l'électricité, et donc le gaz russe. Un sujet sensible, d'autant que, par un effet démultiplicateur, lorsque le prix du gaz double, le prix de l'électricité quadruple. Les Français, trop longtemps bercés par les publicités faisant de l'électricité nucléaire une arme d'indépendance énergétique, ont négligé l'enjeu géopolitique du gaz.

Certes, le choc a été moins rude en France que dans d'autres pays européens (comme l'Allemagne, qui, avant le conflit, dépendait pour 55 % du gaz russe), car la hausse des prix de l'énergie à l'automne a été « lissée » à la suite de la décision gouvernementale de geler le tarif régulé (à partir du 1^{er} octobre). Pour un coût de 30 milliards d'euros, les Français ont continué à consommer de l'énergie sans se rendre compte qu'elle était déjà trop chère. Depuis, l'exécutif n'a pas jugé bon d'engager un vaste plan d'économie d'énergie. L'échéance présidentielle a-t-elle joué dans cet attentisme ? Notre interlocuteur est circonspect : « En 1973 et 1974, lors du premier choc pétrolier, ce fut le branle-bas de combat. Là, c'est comme si on avait supprimé le thermomètre. Les Français se disent "on a le nucléaire, on est protégé". Or, en ce printemps, le prix spot électrique sur le marché tourne entre 250 et 300 euros. Alors que d'habitude, en début de printemps, on est à 20. » De fait, dans l'inflation qui commence à poindre, la part de la hausse des prix de l'énergie n'est pas négligeable.

Moscou sait qu'il possède avec le gaz l'une de ses meilleures cartes. Lorsque Poutine décide fin avril 2022 de fermer unilatéralement le robinet à la Pologne et à la Bulgarie, les punissant de leur soutien trop actif à l'Ukraine, c'est l'affolement chez les Européens. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, dénonce fortement ce coup de pression du Kremlin :

« L'annonce de Gazprom est une nouvelle tentative de la Russie de nous faire du chantage au gaz. C'est injustifié et inacceptable. Et cela montre une fois de plus le manque de fiabilité de la Russie en tant que fournisseur de gaz. » Un chantage jusqu'à présent consenti par les Européens : en 2021, les 155 milliards de mètres cubes importés de Russie ont représenté 40 % de la consommation européenne de gaz. « Si la situation se tend encore, Poutine est capable d'imposer un embargo sur le gaz à l'ensemble de l'Europe », s'inquiète un industriel français. Un diktat rendu possible par le fait que la Russie se tourne désormais vers la Chine pour exporter son énergie. Si l'Europe se trouve dans la dépendance du gaz russe, la réciprocité n'est plus vraie.

En 2005, seules 5 % des exportations de pétrole russe partaient en Chine, aujourd'hui c'est 30 %. Depuis décembre 2019, un pipeline de gaz fonctionne entre la Sibérie et la Chine. Et, début mars 2022, quelques jours seulement après le début de l'invasion de l'Ukraine, Chine et Russie ont signé un mégacontrat pour la construction d'un nouveau gazoduc entre les deux pays, avec une capacité de transport pouvant atteindre 50 milliards de mètres cubes de gaz par an, soit presque autant que les 55 milliards de mètres cubes de Nord Stream 2 – ce gazoduc qui devait relier directement la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique, projet suspendu du fait de la guerre.

Vladimir Poutine manie à la perfection l'arme du gaz. Le maître du Kremlin a toujours fait des dossiers énergétiques un des pivots de sa diplomatie. Sur le front géopolitique, la stratégie russe du gaz en Europe était très claire ces dernières années : contourner le plus possible l'Ukraine pour livrer les pays européens sans avoir à payer de taxes au passage, et affaiblir du même coup un pays qui ose depuis de nombreuses années défier le Kremlin en se rapprochant

de l'Union européenne. En 2011, à Vyborg, au nord-ouest de Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine, alors chef du gouvernement russe, explicite la conception russe de la « sécurité énergétique » en soulignant que le gazoduc Nord Stream (premier du nom) qui vient d'ouvrir entre la Russie et l'Allemagne mettrait fin « à la tentation de l'Ukraine de bénéficier de sa position exclusive ». Au forum économique international de Saint-Pétersbourg, la même année, le P-DG de Gazprom, Alexeï Miller, est lui aussi très clair : « Surmontez votre peur de la Russie, ou manquez de gaz. » Pour l'Ukraine, cette stratégie russe sur le gaz est potentiellement une catastrophe : Naftogaz, société publique, contribue chaque année à hauteur de 10 % au budget de l'État.

De fait, la multiplication depuis bientôt vingt ans des conflits sur le gaz entre la Russie et l'Ukraine, mais également l'accélération du dérèglement climatique ont amené plusieurs grandes puissances à intégrer la notion de « sécurité énergétique » à leurs problématiques de défense, certains états-majors en faisant même une priorité. Pas la France : « Encore en 2017, quand on évoquait le sujet de l'indépendance énergétique, on vous regardait avec des grands yeux au sein de l'État français », déplore l'un des représentants de l'industrie nucléaire hexagonale. Qui ajoute : « Les Russes se sont réjouis de la décision d'Angela Merkel de sortir du nucléaire. Ils savaient qu'ils allaient pouvoir tenir les Allemands par le gaz. »

C'est donc sur le front de l'énergie que se joue une autre guerre pour les Européens. Si l'Allemagne freine encore d'éventuelles nouvelles sanctions sur le gaz russe, la guerre en Ukraine aura au moins permis aux Américains d'avancer leurs pions, en profitant de la situation pour découpler les pays européens et la Russie d'un point de vue énergétique. Et ce, alors que, depuis des mois, sur un autre front, celui de la Chine, les États-Unis tentent par tous les

moyens d'aligner leurs différents alliés sur une stratégie d'endiguement.

Cette offensive américaine sur l'énergie dans l'Union européenne est en fait relativement ancienne. Grâce à leur production de gaz et de pétrole de schiste, les Américains sont devenus depuis 2015 exportateurs en énergies fossiles. Cette évolution est restée longtemps une révolution silencieuse, tant les Européens ont tardé à en cerner les conséquences. Les Américains ont pourtant depuis de nombreuses années annoncé la couleur. Partant en guerre contre le projet Nord Stream 2 au cours de son mandat, le président Donald Trump hausse le ton dès l'été 2018. Il déclare ainsi lors d'une interview : « Je pense que nous avons beaucoup d'ennemis. Je pense que l'Union européenne est un ennemi, avec ce qu'ils nous font sur le commerce. Bien sûr on ne penserait pas à l'Union européenne, mais c'est un ennemi. » Dans le viseur du président américain : le dossier du gaz. Il ajoute en effet : « Comme l'Allemagne a un accord sur un gazoduc avec la Russie, ils vont payer des milliards et des milliards de dollars par an pour l'énergie et je dis que ce n'est pas bien, ce n'est pas juste. »

La politique américaine à l'encontre de Nord Stream 2 est pour une grande part influencée par le besoin de l'industrie gazière américaine de sécuriser des débouchés à l'exportation. Ce même été 2018, Donald Trump affirme sur Twitter que « l'Allemagne est aux mains de la Russie » et ose se demander : « À quoi sert l'OTAN si l'Allemagne paie à la Russie des milliards de dollars pour le gaz et l'énergie ? » De fait, durant tout le mandat du président américain, la vente de gaz naturel liquéfié (GNL) est une obsession. Donald Trump va jusqu'à imaginer des moyens extrêmes de pression sur ses partenaires européens : si l'on en croit son ancien conseiller John Bolton, il aurait envisagé d'annoncer aux États membres de

l'OTAN que les États-Unis quitteraient l'Alliance atlantique si la réalisation de Nord Stream 2 se poursuivait... Face aux gesticulations de Donald Trump, Angela Merkel hausse le ton : « L'approvisionnement en énergie de l'Europe est une affaire européenne, pas des États-Unis d'Amérique. » Avec le lancement de la guerre en Ukraine, ces paroles ont pris un sacré coup de vieux...

Les Américains profitent ainsi de la crise avec la Russie pour pousser leur avantage sur le dossier du gaz. Leur lobbying auprès des Européens ne date pas d'aujourd'hui. Le 2 mai 2019, dans le cadre du conseil de l'énergie UE-États-Unis organisé à Bruxelles par la Commission européenne, un événement, le B2B Energy Forum, rassemble décideurs américains et européens et acteurs privés du GNL. À cette occasion, Rick Perry, alors secrétaire américain à l'Énergie, affirme : « Les États-Unis offrent à nouveau une forme de liberté au continent européen et, plutôt que sous la forme de jeunes soldats américains, c'est sous la forme de gaz naturel liquéfié. » En promouvant leur « *freedom gas* », les Américains souhaitent faire du commerce et rétablir leur balance commerciale.

Le successeur de Donald Trump ne dit pas autre chose. En pleine guerre en Ukraine, Joe Biden se place en rempart face à la Russie sur le dossier si sensible de l'énergie : « Premièrement, aider l'Europe à réduire sa dépendance au gaz russe le plus rapidement possible. Et, deuxièmement, réduire la demande globale de gaz en Europe. » Cette guerre du gaz est aujourd'hui abondamment commentée dans les médias européens, qui avaient pourtant jusqu'à présent délaissé les questions énergétiques. Journalistes comme responsables politiques s'aperçoivent – un peu tard – des conséquences stratégiques des choix faits dans l'énergie. Mais les Américains ont déjà préparé le coup d'après. S'ils ne craignent pas

de conseiller à leurs amis européens de réduire leur « demande globale de gaz », c'est que, discrètement, depuis 2020, ils jouent une autre carte en Europe et en Ukraine : celle du nucléaire.

1. Prix payé sur le marché au comptant pour une livraison immédiate.

L'offensive Westinghouse

Mars 2014. « Rosatom doit coopérer avec tous nos partenaires traditionnels [pour] garantir nos propres intérêts. »

Vladimir Poutine

Dès son arrivée au pouvoir au printemps 2019, Volodymyr Zelensky entend restaurer la totale indépendance énergétique de l'Ukraine. Pour ce faire, il se tourne très vite vers les États-Unis, dans le but de sauver la filière électronucléaire qui assure au pays près de la moitié de son électricité. Avec 53,9 % de son électricité produite par des centrales atomiques, l'Ukraine est le second pays le plus nucléarisé au monde, après la France (70,6 % de son électricité).

L'Ukraine dispose en effet de quinze réacteurs de conception soviétique, des VVER, réacteurs à eau pressurisée de 1 000 MW et de 440 MW, répartis sur quatre sites. Mais ceux-ci fonctionnent depuis des années en limite de sûreté. C'est pourquoi Zelensky veut continuer à les moderniser et à en construire de nouveaux. « Les autorités ukrainiennes doivent impérativement conduire un programme de pérennisation de leur production d'électricité d'origine nucléaire pour poursuivre l'approvisionnement électrique du pays »,

m'indique un pont du nucléaire français. C'est potentiellement un marché de plusieurs milliards de dollars : dès 2006, le gouvernement ukrainien avait prévu de construire pas moins de onze réacteurs nucléaires à l'horizon 2030.

À la suite du mémorandum de Budapest de 1994, c'est pourtant la Russie qui a la haute main sur le secteur nucléaire en Ukraine, dont les centrales sont un héritage de l'URSS. Depuis près de vingt ans, les Russes assurent le maintien du fonctionnement des réacteurs ukrainiens en livrant les combustibles et en se chargeant de leur maintenance. La plupart des pièces détachées proviennent de Biélorussie. Les installations nucléaires nécessitent également des livraisons de pétrole russe (plus adapté à la conception soviétique du matériel). Comment, dans ces conditions, l'initiative de Volodymyr Zelensky de privilégier les États-Unis pour la modernisation du nucléaire civil pourrait-elle ne pas fâcher Moscou ? « Vendre le gaz et le nucléaire russe, c'est une obsession pour Poutine », témoigne un ancien dirigeant français du secteur de l'énergie.

Après l'annexion de la Crimée en 2014 et le début des offensives de Moscou contre l'intégrité territoriale et la stabilité politique de l'Ukraine, le pays a déjà commencé à s'éloigner de l'industrie nucléaire russe. Mais Vladimir Poutine n'est pas homme à se laisser faire. En pleine crise du Donbass, il rappelle avec force aux dirigeants de Rosatom, acteur majeur du nucléaire civil russe, leurs objectifs, et notamment que la Russie « doit coopérer avec tous [ses] partenaires traditionnels », quelle que soit leur politique. Mais, ajoute-t-il, cela doit « bien sûr garantir nos propres intérêts¹ ». Dit autrement : il n'est pas question pour la Russie de perdre le marché ukrainien du nucléaire civil.

C'est que Vladimir Poutine tient à sa filière électronucléaire comme à la prunelle de ses yeux. La technologie nucléaire est l'une des rares exportations manufacturières de la Russie. Cette dernière revient de loin : à la suite de l'effondrement de l'URSS, la filière nucléaire russe s'est trouvée en grande difficulté ; sur les 95 réacteurs entrés en fonction dans le monde entre 1990 et 2010, seuls 9 étaient de technologie russe.

Tout change à partir de 2007. L'industrie nucléaire est alors réorganisée par Poutine et entièrement intégrée au sein d'une société unique, Rosatom, contrôlée par l'État. Ce conglomerat nucléaire, tentaculaire, rassemble 335 entreprises et 255 400 salariés, et regroupe toutes les activités nucléaires civiles (extraction d'uranium, production de combustible, construction, vente et exploitation de réacteurs, gestion de déchets), en Russie comme à l'étranger. Une intégration verticale qui constitue un des atouts majeurs du pays dans l'exportation de technologies nucléaires.

Dans son programme de développement « plan 2030 », formalisé il y a dix ans, Rosatom affiche ses ambitions mondiales. Ses objectifs : faire 50 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, remporter pas moins de 30 contrats de vente de réacteurs et contrôler 42 % de l'enrichissement de l'uranium et 22 % de la fabrication de combustible. Dès 2018, 47,5 % du chiffre d'affaires de l'entreprise provient de l'étranger, et le conglomerat se situe déjà à la première place en termes d'enrichissement de l'uranium (36 % du marché mondial) et à la troisième pour la fabrication du combustible (22 %) ; son carnet de commandes compte 36 projets de réacteurs à l'étranger, et l'entreprise fournit des services à 43 pays.

L'offensive russe dans le nucléaire mondial est massive. Rosatom exporte ses modèles VVER 1 200 MW en Égypte, en Turquie, au Bangladesh, en Biélorussie et en Finlande. La Russie

est aussi en compétition pour la construction de réacteurs en Slovaquie et en République tchèque. C'est que, derrière Rosatom, l'État russe se mobilise pour marquer des points à l'international dans un secteur particulièrement stratégique : il propose ainsi à ses clients internationaux de confortables avances de financement. En fournissant des emprunts garantis aux clients potentiels de Rosatom, la Russie rend ses réacteurs très attractifs. Un récent rapport constate : « Aucun réacteur actuellement en construction à l'international n'est américain, alors que les fabricants russes et chinois multiplient les contrats d'exportation². »

Face à cette offensive russe dans le domaine nucléaire, l'administration Trump décide, dès 2018, d'inverser la tendance aux États-Unis. Pour revitaliser la filière nucléaire américaine, de grands programmes de soutien sont lancés discrètement. À partir de 2020, l'offensive est massive et brutale. L'objectif, en effet, pour les Américains est ambitieux : il s'agit non seulement de contrer l'influence croissante de la Chine et de repousser la Russie en Europe centrale et de l'Est, mais surtout de remporter, à terme, le leadership mondial. Après une période de « mondialisation » du secteur nucléaire civil, c'est donc le grand retour de la géopolitique et de la géostratégie dans ce secteur si sensible. À bas bruit, et notamment avec une accélération dans les mois qui suivent la pandémie mondiale de Covid-19, on assiste à la renaissance de toute l'industrie du nucléaire civil des États-Unis³.

Le rapport *Restoring America's Competitive Nuclear Energy Advantage* (RACNA), publié le 23 avril 2020 par le Nuclear Fuel Working Group (NFWG), liste les futurs objectifs des États-Unis en amont du cycle nucléaire. Début 2020, les activités minières étaient toutes à l'arrêt aux États-Unis. En réaction, le président Trump demande, en février, à son administration de faire voter par le

Congrès une allocation de 150 millions de dollars par an pendant dix ans, pour établir une réserve stratégique d'uranium domestique. En mars, l'unique usine de conversion d'uranium des États-Unis retrouve l'autorisation de fonctionner (elle avait été arrêtée en 2017). Une décision prise en urgence, et un enjeu de sécurité nationale pour les États-Unis. Ces dernières années, près de 20 % de l'uranium enrichi importé par les États-Unis provenait de... Russie. C'est pourquoi l'administration américaine prévoit aussi la construction d'une toute nouvelle usine d'enrichissement d'uranium, afin de retrouver dans ce domaine une capacité « pleinement domestique » dès 2023. Le signal envoyé par Donald Trump est limpide : il s'agit de faire des exportations nucléaires un instrument géostratégique pour les États-Unis.

Très tôt, les Américains ont compris que, pour faire face au gaz russe, le nucléaire serait la clé. Lors de ses tournées diplomatiques, Donald Trump ne vend donc pas uniquement son GNL aux chefs d'État étrangers, il leur parle également ouvertement des services proposés par l'industrie nucléaire américaine. La société Westinghouse s'occupe du design des futurs réacteurs et Bechtel, un géant du BTP américain également présent dans le nucléaire, se positionne sur les chantiers remportés. Depuis deux ans, Westinghouse est à l'offensive dans toute l'Europe de l'Est : en Pologne, en République tchèque, en Roumanie, en Bulgarie et en Belgique. Dès octobre 2020, un accord de coopération est signé entre les États-Unis et la Pologne pour définir les contours d'un programme nucléaire et d'un potentiel financement. Dans leur catalogue, les Américains proposent des réacteurs de troisième génération AP1000 et des *Small and Modular Reactors* (SMR), réacteurs de faible puissance (moins de 350 MW), construits à partir de modules préfabriqués.

Westinghouse revient de loin. Il y a encore peu, la firme américaine avait choisi de ne plus construire de réacteurs nucléaires, à la suite de nombreux problèmes. Avec General Electric (GE), cette société est pourtant, après la Seconde Guerre mondiale, un des fleurons de l'industrie nucléaire américaine. On est alors dans l'« ère atomique » et les projets se multiplient. Tous les indicateurs sont au vert, jusqu'à l'accident nucléaire de la centrale de Three Mile Island en Pennsylvanie, survenu en mars 1979. Un choc pour les opinions publiques, tant aux États-Unis que dans le reste du monde. Le nucléaire n'apparaît plus comme une promesse de progrès mais comme une menace. Du jour au lendemain, de nombreuses commandes de nouveaux réacteurs sont annulées. Les activités nucléaires de Westinghouse comme de GE connaissent alors leurs premiers déboires. Pendant de nombreuses années, cette industrie reste en berne aux États-Unis. Dans les années 1990, seuls six réacteurs, dont la construction a commencé vingt ans plus tôt, se trouvent connectés au réseau américain. Le nucléaire civil n'est plus une priorité des gouvernements. Après l'accident de Fukushima, en 2011, le déclin se confirme. Un signe qui ne trompe pas : en dix ans, pas moins de douze réacteurs sont mis à l'arrêt.

En 1999, les difficultés sont telles que la filiale nucléaire de Westinghouse est vendue, au Royaume-Uni, à la société publique BNFL (British Nuclear Fuels Limited), avant d'être revendue sept ans plus tard au groupe japonais Toshiba. Ces différents rachats s'effectuent pourtant sous le contrôle des autorités américaines, qui veillent à l'autonomie énergétique du pays. Les difficultés ne sont pas terminées pour la firme américaine. La conception de son nouveau réacteur de troisième génération, l'« AP1000 », en Chine et aux États-Unis, rencontre d'énormes problèmes d'ingénierie et les coûts explosent. Toshiba éponge les pertes mais se retrouve obligé

de vendre. C'est chose faite le 1^{er} août 2018. La société est rachetée par une filiale de Brookfield Asset Management, un fonds canado-américain, proche de Donald Trump, comme le dévoile le *New York Times*. Trois jours après la vente, Brookfield Properties annonce louer pour 99 ans à la famille de Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, une tour au 666 Fifth Avenue...

Westinghouse et Rosatom s'affrontent depuis une dizaine d'années sur un marché particulièrement sensible : celui du combustible nucléaire. Dans ce domaine, les Russes sont les leaders mondiaux. Rosatom vend ses assemblages de combustible dans 22 pays et fournit 35 réacteurs commerciaux à l'étranger. En 2019, 100 % de l'électricité nucléaire produite en Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque, en Bulgarie et en Arménie est générée au moyen de combustible russe, 57 % en Ukraine, 36 % en Finlande et 30 % en Inde.

Dès la fin des années 2000, l'Ukraine cherche à diversifier ses approvisionnements en combustible et à mettre à niveau ses vieux réacteurs de conception soviétique, les VVER. Les gouvernements issus de la Révolution orange se tournent vers Westinghouse mais aussi vers le français Framatome (qui appartient à l'époque à Areva). Jusqu'alors, le cycle nucléaire en Ukraine se décomposait ainsi : le Kazakhstan fournissait l'uranium, celui-ci était enrichi en Russie, qui le fournissait à l'Ukraine. En 2010, TVEL, filiale de Rosatom, a vendu pour 608 millions de dollars de combustible nucléaire à l'Ukraine. Cette dernière est alors le client le plus important de TVEL et représente 54,9 % de ses exportations. Tout cela va beaucoup changer dans la décennie suivante.

Pour Westinghouse, les débuts en Ukraine sont difficiles. Le groupe connaît plusieurs défaillances. Les combustibles nucléaires sont en effet fabriqués sur mesure en fonction des caractéristiques

techniques de chaque réacteur. Pour un exploitant, changer de fournisseur implique une opération sensible et exige des investissements importants. Adapter des combustibles aux contraintes d'une technologie soviétique demande du temps. Après plusieurs essais infructueux, Westinghouse réussit néanmoins à alimenter six réacteurs ukrainiens. Après l'Ukraine, le groupe américain cible aussi la Finlande, la République tchèque, la Slovaquie ou la Hongrie. Dès mai 2016, il décide d'agrandir son usine de combustible dans la ville suédoise de Västerås afin de couvrir la demande croissante en Europe d'un approvisionnement diversifié en combustible pour les VVER 1000 russes.

Évidemment, en raison de ces succès, l'entreprise se retrouve dans le viseur du renseignement russe. « Chez Poutine, c'est un sujet extrêmement sensible, la capacité de la Russie à exporter du combustible », remarque un spécialiste français du cycle du combustible nucléaire. Mais les Russes disposent en la matière d'un avantage comparatif considérable. Ils possèdent en effet trois réacteurs à neutrons rapides qui leur permettent de « recycler » des combustibles usagers. « Leur système est redoutable : ils vendent leur combustible aux pays, puis, une fois utilisé, ils le récupèrent et le brûlent dans leurs réacteurs à neutrons rapides », me rapporte mon interlocuteur, presque admiratif.

En Ukraine, comme dans le reste de l'Europe, les Russes se chargent donc de reprendre et de transférer en Russie, une fois usés, les combustibles qu'ils ont fournis aux centrales VVER. Ce service proposé aux pays disposant de centrales de conception soviétique est très appréciable. Car aucun pays équipé de centrales nucléaires n'a envie de gérer lui-même la délicate question des combustibles usagés et des déchets. « Légalement, ce sont les électriciens qui sont propriétaires de leurs déchets, mais, avec le

service proposé par les Russes, c'est comme s'ils offraient un service de *leasing* dans le combustible », décrypte un dirigeant du nucléaire.

On le voit, les difficultés sur la voie de l'autonomie, y compris dans l'industrie du nucléaire, sont grandes pour les Ukrainiens : leur volonté d'indépendance ne l'est pas moins. D'autant que, ces dernières années, les pressions russes se sont multipliées pour préserver le système nucléaire originel entre les deux pays. Le prédécesseur de Zelensky, le président Petro Porochenko, avait ainsi promis dans un premier temps à Westinghouse une part majoritaire du marché du combustible nucléaire, avant de se raviser et de lui accorder moins de contrats qu'envisagé. Mais les Ukrainiens changent de ton à partir de 2019. Un nouvel accord prévoit explicitement une baisse des commandes à la Russie : « La raison de la signature de l'accord supplémentaire était [...] l'expansion de l'approvisionnement en combustible nucléaire produit par Westinghouse », a souligné Energoatom, qui exploite l'ensemble des centrales nucléaires ukrainiennes depuis sa création en 1996. Deux ans plus tard, tout s'accélère : en août 2021, un accord de coopération américano-ukrainien prévoit la création par Westinghouse d'une usine de fabrication de combustible nucléaire à Skhidniy. Un mois plus tard, un protocole d'accord représentant potentiellement 30 milliards de dollars de contrats est signé entre la firme américaine et Energoatom pour la construction de quatre réacteurs AP1000 en Ukraine. L'accord stipule également que l'achèvement du réacteur Khmelnytsky 4 sera réalisé grâce à des composants issus de l'AP1000 américain. Et, en novembre, un nouveau contrat est signé pour la réalisation, toujours à Khmelnytsky, de deux réacteurs AP1000 pour 10 milliards de dollars. « Vendre des réacteurs américains à l'Ukraine, c'est de la provocation pure »,

s'étonne un acteur français du nucléaire. Pour les Ukrainiens, il s'agit peut-être simplement d'une question de survie, face aux ambitions russes. D'ailleurs, lorsque Poutine envahit le pays, le 24 février 2022, il leur faut à peine deux semaines pour annoncer que leurs centrales nucléaires « sont prêtes à fonctionner sans combustible nucléaire russe. Pour cela, Energoatom continuera d'acheter du combustible nucléaire à Westinghouse Electric Corporation ».

Bien sûr, gouverner, c'est prévoir. Mais Vladimir Poutine a très mal pris le rapprochement ces dernières années de l'Ukraine et des États-Unis dans le domaine du nucléaire. Pour le maître du Kremlin, cela a été perçu comme un affront, et, surtout, comme une menace pour la Russie.

1. *The New York Times*, 21 mars 2020.
2. Rapport de l'Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques sur « Les stratégies nucléaires civiles de la Chine, des États-Unis et de la Russie », septembre 2020.
3. Rapport sur « Le renouveau du secteur nucléaire aux États-Unis », Études de l'Institut français des relations internationales (IFRI), septembre 2020.

Les menaces de Zelensky

19 février 2022. « L'Ukraine a reçu des garanties de sécurité pour avoir abandonné la troisième capacité nucléaire du monde. Nous n'avons pas cette arme. Nous n'avons pas non plus de sécurité. »

Volodymyr Zelensky,
conférence de sécurité de Munich

Retrouver la souveraineté de l'Ukraine dans le domaine du nucléaire : c'est l'un des objectifs principaux de Volodymyr Zelensky quand il arrive au pouvoir en 2019. Sous Donald Trump, les États-Unis entrent dans la discussion avec les Ukrainiens à ce sujet. Secrètement, le président américain mandate un haut fonctionnaire, John Reichart, pour rédiger un rapport sur l'ensemble de la situation nucléaire dans ce pays. Reichart n'est pas n'importe qui. C'est un poids lourd du nucléaire au sein de l'administration américaine. Ancien patron du Centre d'étude des armes de destruction massive, il a ses entrées au Département d'État et au Pentagone. Il est envoyé fin 2019 en Ukraine pour mener sa mission d'évaluation. Celle-ci s'achève à l'automne 2021, mais Reichart rend un rapport confidentiel dès la fin 2020 au président Trump, peu de temps avant sa défaite face à Joe Biden.

En Ukraine, Reichart s'intéresse au nucléaire civil bien sûr, mais aussi à toutes les questions relatives à la sécurité et à la prolifération. Côté ukrainien, le président Zelensky lui donne carte blanche. À plusieurs reprises pourtant, Reichart s'inquiète auprès de la Maison Blanche des discours offensifs des Ukrainiens au sujet du non-respect par la Russie du mémorandum de Budapest depuis le lancement de la guerre au Donbass, en 2014. Il mesure à quel point la déconnexion en cours du nucléaire civil ukrainien vis-à-vis de la Russie pourrait renforcer la méfiance de cette dernière à l'égard de l'Ukraine. En effet, nous l'avons vu, la société américaine Westinghouse continue de négocier avec Kiev pour remporter des contrats de réacteurs nucléaires. Ce sera chose faite à l'automne 2021. Au moment où Reichart quitte l'Ukraine.

Lorsque Joe Biden arrive au pouvoir début 2021, Volodymyr Zelensky revient à la charge sur le dossier du nucléaire civil. Les Ukrainiens s'attendent en effet à ce que la nouvelle administration démocrate se montre plus offensive à l'égard de Vladimir Poutine. Mais leurs espoirs sont rapidement déçus. Très vite, les relations entre Biden et Zelensky se dégradent. L'entente entre les deux hommes est mauvaise. Le président ukrainien multiplie les coups de pression et les discours provocateurs, quand le nouveau président américain souhaite instaurer une diplomatie prudente et cohérente. Humainement, tout les oppose.

Mais ce n'est pas le plus grave. Le président ukrainien s'est en effet retrouvé au cœur des batailles de politique intérieure entre Joe Biden et Donald Trump dans les mois qui ont précédé l'élection présidentielle américaine. En juillet 2019, Trump est allé jusqu'à appeler Zelensky pour lui demander d'enquêter sur le fils de son adversaire, Hunter Biden, présent au conseil d'administration de Burisma, une société ukrainienne de l'énergie mêlée à une affaire de

corruption. Certes, le président ukrainien a alors refusé d'accéder à la demande de son homologue américain, mais son mentor, l'oligarque Ihor Kolomoïsky, s'est trouvé impliqué, comme actionnaire de Burisma. En tant que propriétaire de la chaîne 1+1, qui diffusait la série télé *Serviteur du peuple* qui a popularisé Zelensky lorsqu'il était comédien, Kolomoïsky a contribué grandement à la carrière du président ukrainien. Comme on l'apprend dans un article d'*Intelligence Online*, Ihor Kolomoïsky, empêtré dans plusieurs batailles judiciaires et « connu comme un ennemi du président Poutine », est actuellement l'oligarque le plus recherché d'Ukraine : « Avocats londoniens, FBI, banques ukrainiennes, services de renseignement russe et européens, tous sont à la recherche d'Ihor Kolomoïsky. Ils sont presque sans nouvelles de l'oligarque depuis l'offensive russe » (13 avril 2022). Cette proximité entre Kolomoïsky et Zelensky explique aussi pourquoi les rapports du président américain avec son homologue ukrainien sont particulièrement ambivalents dès l'origine.

Un épisode aujourd'hui oublié a cristallisé les tensions entre la Maison Blanche et Zelensky. Le 15 juin 2021, Joe Biden rencontre Vladimir Poutine à Genève. Les Américains, soucieux de concentrer leurs efforts contre la Chine, ont décidé d'enterrer leurs menaces de sanctions à l'encontre du projet de gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne, au grand dam de l'Ukraine qui se trouve ainsi contournée. Même si l'Allemagne s'engage à cette occasion à verser des compensations aux Ukrainiens et à s'assurer que les Russes ne contournent pas totalement la voie gazière de l'Ukraine, le président Zelensky laisse éclater sa colère. Deux jours avant le sommet, il regrette que Biden rencontre Poutine avant lui-même : « Il aurait été préférable que la rencontre [avec Biden] ait lieu avant le sommet entre les deux présidents », d'autant que l'Ukraine sera au menu des

négociations, déclare Zelensky dans une interview d'une heure accordée à trois agences de presse internationales, dont l'AFP.

Le président ukrainien va devoir attendre. Biden invite Zelensky à la Maison Blanche le 1^{er} septembre 2021 seulement. « Difficile première visite à Washington pour le président ukrainien », commente le quotidien *La Croix*. Lors de cette rencontre, Volodymyr Zelensky demande une nouvelle fois l'aide des Américains pour assurer l'autonomie de sa filière nucléaire et l'entrée de son pays dans l'OTAN. Sur cette dernière demande, Biden renâcle – il sait que la France et l'Allemagne sont contre, tandis que la Russie en ferait un *casus belli* –, même si, en novembre 2021, Américains et Ukrainiens signent une charte de partenariat stratégique dans laquelle Washington approuve « les efforts de l'Ukraine pour maximiser son statut de partenaire de l'OTAN [...] afin de promouvoir l'interopérabilité » de son armée.

Début 2022, lorsque la tension monte entre l'Ukraine et la Russie, la distance du côté de la Maison Blanche reste de mise. Avant l'invasion, l'administration Biden annonce qu'il n'est pas question pour les États-Unis d'intervenir militairement ou d'envoyer des troupes en Ukraine. Fin janvier, Washington décide de rapatrier ses diplomates et leurs familles. Une décision jugée alors « prématurée » et « excessive » par Kiev. Puis, dans les premiers jours de l'invasion, malgré de nombreuses pressions ukrainiennes et internationales, Biden refuse de créer une « zone d'exclusion aérienne » (qui, en pratique, conduirait à abattre des avions russes) au-dessus de tout ou partie de l'Ukraine.

Face à la menace russe, les Ukrainiens accentuent pourtant, dès le début de l'année, la pression auprès des États-Unis, leur rappelant leurs engagements au titre du mémorandum de Budapest. Le 5 février, dans un long article du *New York Times* au titre

évocateur (« Il y a trente ans, l'Ukraine a abandonné un arsenal nucléaire géant. Aujourd'hui, elle le regrette »¹), Andriy Zahorodniuk, ancien ministre de la Défense de l'Ukraine, exprime son amertume : « Nous avons donné la capacité pour rien », faisant référence aux garanties de sécurité que l'Ukraine a obtenues en 1994 en échange des armes nucléaires stationnées sur son sol. Et il ajoute : « Maintenant, à chaque fois que quelqu'un nous propose de signer un bout de papier, la réponse est : "Merci beaucoup. Nous en avons déjà signé un il y a quelque temps." »

Le 19 février, lors de la conférence de sécurité de Munich, Volodymyr Zelensky fait encore monter la pression d'un cran. Au milieu d'un long discours, il lâche cette phrase : « L'Ukraine a reçu des garanties de sécurité pour avoir abandonné la troisième capacité nucléaire du monde. Nous n'avons pas cette arme. Nous n'avons pas non plus de sécurité. » Puis il annonce avoir demandé à son ministre des Affaires étrangères de lancer des consultations dans le cadre du mémorandum de Budapest et de convoquer un sommet des pays signataires. Et il prévient : « Si leurs résultats ne garantissent pas la sécurité de notre pays, l'Ukraine aura tout à fait le droit de croire que le mémorandum de Budapest ne fonctionne pas et que toutes les décisions du paquet de 1994 sont remises en question. »

Le 21 février, Vladimir Poutine, dans l'allocution où il reconnaît l'indépendance des républiques du Donbass, réplique : « Nous avons entendu dire que l'Ukraine voulait se doter de l'arme nucléaire. Pour l'Ukraine, se la procurer sera facile, d'autant plus si elle est aidée par l'étranger. » Le maître du Kremlin ajoute : « L'Ukraine possède des technologies nucléaires soviétiques et des systèmes d'attaque pour ces armes, y compris l'aviation et les missiles tactiques Tochka-U développés à l'époque soviétique. Leur

portée est supérieure à cent kilomètres, mais ils en développeront encore de plus longues, ce n'est qu'une question de temps. Il y a des bases de l'ère soviétique. Par conséquent, il serait beaucoup plus facile pour l'Ukraine d'obtenir des armes nucléaires que pour certains autres États. » Et, pour que les choses soient bien claires, Poutine avertit : « Nous ne pouvons pas laisser ce danger réel sans réaction. » Plus que sur l'OTAN ou sur la question du Donbass, les accusations de Poutine portent donc sur un risque de prolifération nucléaire. Deux jours plus tard, le mercredi 23 février, à peine quelques heures avant l'invasion russe, un article du *New York Times* réagit aux propos de Poutine en expliquant qu'« il développe une théorie du complot selon laquelle l'Ukraine et les États-Unis complotent secrètement pour remettre des armes nucléaires dans le pays ».

Dans la presse russe, les commentaires abondent bien sûr dans le sens de Poutine. Le journal populaire russe *Komsomolskaïa* titre ainsi le 20 février : « Zelensky a entamé un chantage nucléaire et a fait comprendre qu'il était prêt à commencer la fabrication d'armes de destruction massive ». Tandis que le journal pro-Kremlin *Vzgliad* rapporte les propos du ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, au Conseil national de Russie : « Pendant la période soviétique, des conditions ont été mises en place en Ukraine pour créer et l'arme nucléaire et les vecteurs nécessaires pour s'en servir. » Le pays possède, selon lui, « équipements, technologies et spécialistes dont les capacités sont supérieures à celles de l'Iran ou de la Corée du Nord ».

Depuis la chute de l'URSS, l'Ukraine a été accusée à plusieurs reprises d'avoir été responsable de transferts illégaux d'équipements ou de matériaux à double usage, ou d'avoir fourni du matériel ou des vecteurs pouvant être utilisés pour la production d'armes de

destruction massive. Par ailleurs, les Ukrainiens comptent de nombreux scientifiques et disposent d'une vraie capacité industrielle en matière de construction de missiles qui pourraient, à terme, servir à porter des charges nucléaires. Mais, selon plusieurs spécialistes du nucléaire militaire que j'ai interrogés, la plupart des installations historiques du programme soviétique d'armes nucléaires se trouvent en Russie. Aucun, en outre, n'envisage que l'Ukraine ait pris le risque de remettre en cause le traité de non-prolifération, initiative qui la placerait au ban des nations.

Mais peu importe pour Vladimir Poutine. Alors qu'il bafoue lui-même le mémorandum de Budapest depuis 2014, le maître du Kremlin entend imposer aux Ukrainiens les termes de l'accord, en particulier ceux concernant la suprématie de l'industrie nucléaire russe en Ukraine. Pour Moscou, plusieurs dossiers sont sur la table : neutralisation de l'industrie de défense ukrainienne, prise de contrôle de son nucléaire et application des accords de Minsk. Fin mars, dans le cadre des pourparlers entre Russes et Ukrainiens, Volodymyr Zelensky a dit accepter la démilitarisation de l'Ukraine, le fait qu'elle n'intègre jamais l'OTAN, et a avancé une série de propositions pour une future neutralité de son pays, qui deviendrait un État « non aligné et non nucléaire » en échange de garanties de sécurité obligatoires (contrairement aux dispositions non contraignantes du mémorandum de Budapest). Et Zelensky de lister ses engagements : « Garanties de sécurité et neutralité, le statut non nucléaire de notre État – nous sommes prêt à y aller... Si je me souviens bien, c'est pourquoi [la Russie] a commencé la guerre. » Après avoir salué ces propositions, la Russie continue pourtant la guerre. C'est que Vladimir Poutine souhaite avant tout imposer son emprise sur l'Ukraine. Et cela passe de nouveau par l'énergie.

1. William J. Broad, « Ukraine Gave Up Giant Nuclear Arsenal 30 Years Ago. Today There Are Regrets », *The New York Times*, 5 février 2022.

Découplage électrique

Octobre 2018. « Ukrenergo [le gestionnaire du réseau électrique ukrainien] prend un virage stratégique et décide aujourd'hui de se tourner vers l'Europe », se félicite le français RTE (Réseau de transport d'électricité).

Alors que, pour des raisons historiques, l'Ukraine entretenait des échanges intenses avec la Russie, tout a basculé après l'invasion de la Crimée en 2014. Depuis cette première agression russe, les gouvernements ukrainiens se sont attachés à dénouer méthodiquement les liens économiques avec leur grand voisin. En 2011, près de 30 % des exportations ukrainiennes prenaient la direction de la Russie. Elles ne sont plus que 6,5 % en 2019. L'économie ukrainienne a réussi à devenir plus autonome à l'égard de Moscou. Mais un secteur, et non des moindres, conserve des liens de dépendance forts : celui de l'énergie. Le gaz bien sûr, au point que les livraisons de gaz russe traversant l'Ukraine par pipeline n'ont pas cessé depuis le début de la guerre. Mais également, et c'est plus méconnu, le réseau électrique. Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, une part non négligeable de l'électricité ukrainienne était exportée en Russie, selon les besoins.

Cette situation a pourtant considérablement évolué depuis 2014. Dans le domaine de l'énergie, les Ukrainiens ont décidé, comme dans les autres secteurs, de peu à peu quitter l'orbite russe. Très discrètement, le pays a travaillé dur pour découpler son réseau électrique du réseau russe, afin de l'interconnecter avec le reste de l'Europe. « L'Ukraine voulait simplement se dissocier de la domination russe dans tous les sens du terme, et le réseau en fait partie », commente Suriya Jayanti, ancienne diplomate américaine qui a été cheffe de l'énergie à l'ambassade américaine à Kiev de 2018 à 2020, depuis devenue directrice générale d'Eney, une société de « décarbonation » américano-ukrainienne... Autre signe de l'aspect stratégique d'un tel secteur : entre 2015 et 2016, des hackers russes ont attaqué le réseau électrique ukrainien ; durant plusieurs heures, ils ont réussi à couper l'alimentation de Kiev et d'une partie importante de l'Ukraine.

Coïncidence qui n'en est peut-être pas une, le 24 février, jour de l'invasion russe, était prévu de longue date un « test d'isolement » du réseau électrique ukrainien. Pourquoi les Ukrainiens ont-ils tenu à maintenir ce test alors que les tensions étaient devenues extrêmes avec Moscou ? « Ce fut l'étincelle de trop », m'assure un industriel de l'énergie. Concrètement, ce matin-là, les ingénieurs d'Ukrenergo, l'opérateur du réseau électrique ukrainien, ont débranché l'alimentation électrique de leurs voisins russe et biélorusse. Ce test a été préparé durant de longues années, et constitue un préalable à la synchronisation, à terme, du réseau électrique ukrainien avec le réseau européen. Avant de pouvoir se connecter à l'Europe, Ukrenergo devait prouver qu'il était capable de conserver la stabilité de son réseau électrique sans l'aide de la Biélorussie et de la Russie. Initialement, il était prévu qu'au bout de soixante-douze heures la connexion avec ces deux pays serait rétablie, avant une

déconnexion définitive prévue pour 2023. Mais Vladimir Poutine en a décidé autrement : à peine quatre heures après la déconnexion du réseau électrique ukrainien du réseau russe, ses troupes franchissaient les frontières de l'Ukraine. Même si l'invasion était quoi qu'il en soit programmée, ce nouvel épisode le prouve : Moscou entend garder la haute main sur le système électrique ukrainien.

Dès le début de l'invasion, la Russie fait du contrôle des principales infrastructures énergétiques – et notamment les centrales nucléaires – une priorité. La prise brutale de la centrale de Zaporijia, rassemblant six réacteurs d'une puissance de 1 000 MW chacun (plus puissante que la centrale EDF de Gravelines, dans le nord de la France), choque le monde entier. Les opinions publiques européennes s'inquiètent d'un éventuel incident sur ces installations pour le moins sensibles. Dès lors, il devient impossible pour les Ukrainiens, malgré un risque démultiplié de black-out, de se rebrancher sur leurs ennemis. Trois jours plus tard, le patron d'Ukrenergo demande donc « de toute urgence » à s'interconnecter au réseau synchrone européen, le CESA (pour Continental Europe Synchronous Area).

Techniquement, réaliser cette opération en quelques jours relève de l'exploit. Car il s'agit de « synchroniser » les réseaux électriques. La tâche consiste à aligner les fréquences de chaque installation de production d'énergie dans les systèmes de connexion. La fréquence est comme le rythme cardiaque du réseau électrique. Cette synchronisation doit être réalisée alors que le système européen continue de fonctionner. Pour les pays européens, l'enjeu est de préserver la stabilité générale de leur réseau tout en intégrant l'Ukraine. À court terme du moins, le partage d'énergie avec le reste de l'Europe sera toutefois probablement limité, le temps d'améliorer l'interconnexion.

C'est un tour de force : en trois semaines, les Ukrainiens réussissent à se synchroniser avec le réseau européen. Cet événement étonne de nombreux observateurs. Il ne doit pourtant rien au hasard.

Dès 2014, pour échapper à l'emprise russe, le pays s'est tourné vers l'Europe pour adapter son système électrique. Il doit alors d'abord se conformer au troisième paquet énergétique de l'Union européenne, des règles drastiques permettant de s'adapter aux standards du marché européen de l'énergie. L'Europe impose ses priorités : privatisation, dérégulation des prix, développement des énergies renouvelables. Le choc est rude pour une Ukraine dont le marché énergétique est encore très étatique. Côté français, l'ancien ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner tient à prêter main forte aux Ukrainiens, pour les aider à mettre en place cette « bonne gouvernance ». Un pari difficile à tenir dans un pays gangréné par la corruption et les pratiques anticoncurrentielles d'oligarques peu scrupuleux.

L'année suivante, un accord est signé entre la société Ukrenergo et Polenergia, son homologue polonaise, pour exporter de l'électricité dans le cadre d'un « pont énergétique » entre l'Ukraine et l'Union européenne. Le consortium à l'origine du projet comprend Polenergia, EDF Trading et... la société américaine Westinghouse, pour un coût de 2,6 milliards de dollars. Mais c'est en 2017 que les choses s'accélèrent. Cette année-là, Ukrenergo signe un accord d'intégration avec le réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité, connu sous le nom d'ENTSO-E, et qui rassemble les 42 gestionnaires de réseau de 35 pays. Cet accord indique les conditions techniques à remplir pour l'interconnexion, officiellement prévue en 2023. L'année suivante, un nouvel accord est signé avec le français RTE (Réseau de transport d'électricité).

Pour officialiser le rapprochement, François Brottes, alors président de RTE, se rend en Ukraine en compagnie de Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. « Actuellement connecté avec la Russie qui lui fournit les capacités de réserve nécessaires pour l'équilibrage offre-demande d'électricité, Ukrenergo prend un virage stratégique et décide aujourd'hui de se tourner vers l'Europe », se félicite RTE dans un communiqué. En juin 2019, c'est au tour de l'entreprise allemande KfW de financer partiellement le projet de modernisation des réseaux de transmission d'énergie. Un mois plus tard, un nouveau marché de l'électricité est lancé en Ukraine.

Le pays se préparait donc depuis longtemps à se détourner de la Russie pour assurer le maintien de son réseau électrique. Un exploit technique : les pays baltes – Estonie, Lettonie, Lituanie – pourtant membres de l'Union Européenne sont, eux, encore reliés au réseau électrique russe. Ils devront attendre 2026 pour se connecter au réseau européen. Par certains aspects, l'Ukraine, dans sa volonté d'indépendance, est devenue plus autonome vis-à-vis de la Russie que certains pays européens. Car, comme dans le gaz, l'emprise russe sur l'Europe est réelle dans le nucléaire civil et l'électricité. Étonnamment, dans ces secteurs hautement stratégiques, la discrétion était jusqu'à présent de mise. Même en pleine guerre en Ukraine, peu de responsables politiques osent, en France, évoquer ce poids de la Russie dans le domaine de l'énergie. Il est sans doute plus facile de dénoncer les oligarques russes plutôt que de soulever le sujet des dépendances de la France.

Dans les mains des Russes

6 mars 2022. « Rosatom utilise et achète depuis longtemps pour ses centrales les turbines Arabelle fabriquées par Alstom puis GE. »

Henri Proglio, ex-P-DG d'EDF et conseiller de Rosatom

C'est un projet « stratégique » pour Emmanuel Macron. Récupérer sous la bannière française les anciennes activités d'Alstom à Belfort, les turbines à vapeur qui équipent les îlots conventionnels des centrales nucléaires. Le chef de l'État sait qu'à quelques mois de la présidentielle, ce dossier est son point faible : la cession en 2014 de la branche énergie d'Alstom, un fleuron industriel français, au groupe américain General Electric (GE) a suscité un traumatisme national et de multiples polémiques.

L'idée d'un rachat vient à l'origine de Frédéric Pierucci, cet ancien haut cadre d'Alstom emprisonné par la justice américaine dans le cadre d'une enquête anticorruption lancée avant la cession de 2014. L'Élysée l'a écouté poliment, a trouvé son idée intéressante, mais a préféré jouer cavalier seul, et faire plutôt appel à EDF pour le rachat de ces activités. Au départ pourtant, le groupe public, et son P-DG Jean-Bernard Lévy, n'est pas très enthousiaste pour se lancer dans l'aventure. Mais, au château, Alexis Kohler, le

tout-puissant secrétaire général, l'emporte. Durant l'été 2021, le dossier s'accélère, EDF entame finalement les négociations avec General Electric pour racheter GE Steam Power, et notamment GEAST, la filiale issue de la cession d'Alstom en 2014, dont la principale usine est située à Belfort.

J'annonce la nouvelle dans un article de *La Tribune* fin août. Emmanuel Macron souhaite en faire un argument de campagne. En attendant, à l'automne, le président présente son plan « France 2030 », qui prévoit 30 milliards d'euros d'investissements dans les « filières stratégiques » afin que le pays retrouve sa « souveraineté économique » et industrielle. Le 10 février 2022, il se rend à Belfort pour exposer le projet de rachat aux salariés et ouvriers, une manière de faire oublier son rôle de secrétaire général adjoint de l'Élysée du temps de François Hollande, au moment de la vente d'Alstom : « J'étais collaborateur [de François Hollande] à l'époque », minimise-t-il alors, « et ce n'était pas l'État qui était à la tête d'Alstom ». Ce coup de com' à Belfort est organisé à peine quelques heures après la signature d'un protocole d'accord entre EDF et GE, un « MOU » en anglais (*Memorandum of Understanding*), qui en réalité ne consiste qu'à entériner le début des négociations exclusives.

On est donc loin de la conclusion d'un deal. La signature définitive pourrait intervenir, au mieux, début 2023, pour un rachat effectif un an plus tard. D'ici là, il reste un sacré problème à régler : les activités turbine vapeur de l'usine de Belfort sont particulièrement dépendantes de l'industrie nucléaire... russe. Personne ne l'a crié sur les toits, mais les turbines Arabelle, fierté française, équipent plusieurs centrales nucléaires en Russie. GE Steam Power en train d'être rachetée par EDF, et qui regroupe les anciennes activités énergie d'Alstom, pourrait donc être très impactée par la situation

internationale. La visite présidentielle à Belfort se tient d'ailleurs dans un moment de grande tension entre l'Ukraine et la Russie. Trois jours plus tôt, Emmanuel Macron avait échangé longuement avec Vladimir Poutine au Kremlin, avant de se rendre à Kiev pour rencontrer Volodymyr Zelensky. Il semble alors peu important que la filière nucléaire française soit en partie liée à l'industrie russe.

Ce lien entre les activités de l'usine de Belfort et la Russie est finalement dévoilé dans un article de Guillaume Guichard dans *Le Figaro* du 8 mars, dans lequel on apprend que Rosatom pourrait même intégrer à terme le capital de la future filiale rachetée par EDF ! Le quotidien va jusqu'à détailler le montage qui se trouverait sur la table depuis plusieurs mois, soutenu par l'Élysée : dans ce schéma, le groupe public russe pourrait prendre jusqu'à 20 % du capital de la future filiale (EDF en détiendrait les 80 % restants).

Étonnamment, cette information ne suscite aucun commentaire dans la presse, ni parmi les candidats à la présidentielle. Le malaise est pourtant palpable au plus haut niveau de l'État. Ces intérêts économiques et stratégiques communs entre la France et la Russie dans le nucléaire font tache en pleine guerre en Ukraine. Certes, à l'époque, les sanctions économiques à l'encontre de la Russie n'impliquent pas encore l'énergie, le pétrole ou le gaz, et moins encore le secteur du nucléaire, dépendant de nombreuses coopérations internationales. « Tant que les sanctions contre la Russie ne concernent pas le nucléaire, l'arrivée de Rosatom au capital de GEAST reste d'actualité », assure au *Figaro* une source gouvernementale. Dans *Le Journal du dimanche*, l'ancien patron d'EDF, Henri Proglio, devenu membre du conseil international du géant russe du nucléaire, rappelle : « Rosatom utilise et achète depuis longtemps pour ses centrales les turbines Arabelle

fabriquées par Alstom puis General Electric, c'est même son principal client. »

Effectivement, dans un document interne d'EDF que j'ai pu consulter sur le « projet d'acquisition de l'activité nucléaire de GE Steam Power [ex-Alstom] », datant du 31 mars 2022, on apprend que, « à court terme, le carnet de commandes est dominé par les contrats signés avec Rosatom (2/3 des montants) », que « Rosatom est le deuxième plus gros client, toutes activités confondues de GE [Steam Power] » et aussi le principal concurrent d'EDF en matière de fourniture d'îlots nucléaires (les réacteurs, leurs circuits et leurs bâtiments). Rosatom a de plus acquis en 2007 une licence « lui permettant de construire en Russie des turbines Arabelle [...] Il n'a néanmoins pas utilisé ce droit jusqu'à présent et continue à faire fabriquer les groupes turbo-alternateurs pour ses centrales VVER à l'export par GE ».

Par ailleurs, l'ancienne activité d'Alstom spécialisée dans les turbines (devenue GEAST dans GE Steam Power) dispose d'une participation dans une coentreprise russe (une joint-venture) contrôlée à 51 % par Rosatom. Créée à l'origine en 2007 entre Alstom et Rosatom dans le cadre d'un accord de partenariat industriel concernant la diffusion de la technologie Arabelle sur les projets Rosatom, la société AtomEnergomash a son siège social à Saint-Pétersbourg : elle fournit des équipements sur l'îlot conventionnel des centrales nucléaires, réalise des activités de maintenance et intervient également dans « la gestion de la partie conventionnelle des projets VVER à l'export ». Dans le même document d'EDF, il est pudiquement souligné que, « du fait des événements en Ukraine, les discussions exploratoires entamées avec Rosatom sur un partenariat industriel ont été ajournées ». Seront-elles pour autant abandonnées une fois que la guerre sera

terminée ? À l'Élysée, Emmanuel Macron et Alexis Kohler ont encore le temps d'y penser. On apprend toutefois dans le document d'EDF que, parmi les conditions à la réalisation de ce projet, « l'obtention de l'accord de Rosatom, en sa qualité de client », sera nécessaire.

La collaboration entre EDF et Rosatom n'est pas nouvelle. Rosenergoatom, une filiale exploitante de Rosatom, travaille depuis trente ans avec l'électricien français. En 2012, un consortium conduit par Rosenergoatom et EDF a ainsi réalisé l'extension de la durée d'exploitation de l'unité 5 de la centrale de Kozlodouy, en Bulgarie. Durant un certain temps, Areva a également disposé d'une joint-venture avec Rosatom. Ensemble, ils ont fabriqué des assemblages combustibles. Dans la ville d'Elektrostal, en Russie, Areva faisait ainsi appel aux services de TVEL, filiale de Rosatom, pour fournir sept réacteurs en Europe. Et, en décembre 2019, Orano, qui a succédé à Areva et en a repris les activités combustibles et uranium, a annoncé la signature d'un contrat de 40 millions d'euros avec ECP, autre filiale de Rosatom, pour le projet d'une usine d'uranium appauvri qui sera localisée sur le site de Zelenogorsk, en Russie.

Dans le nucléaire, la coopération institutionnelle entre la France et la Russie existe depuis une trentaine d'années, et se fonde en partie sur une collaboration entre le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et Rosatom. En 1996, un accord intergouvernemental en fixe le cadre. Il sera complété sous Nicolas Sarkozy le 8 juin 2010 par un nouvel accord prévoyant une coopération nucléaire franco-russe renforcée sur les stratégies de développement de la filière, la sûreté des installations, la gestion des déchets radioactifs et la recherche fondamentale.

De fait, si l'on met de côté EDF, le principal client de la *supply chain* (chaîne d'approvisionnement) française est la Russie. Selon la

Société française d'énergie nucléaire (SFEN), chaque nouveau réacteur construit par Rosatom dans le monde permet aux différentes entreprises françaises sous-traitantes du secteur de toucher la bagatelle de 1 milliard d'euros. Parmi elles, on trouve les groupes Vinci, Bouygues, Dassault Systèmes, Assystem, Bureau Veritas... Voilà pourquoi Alexeï Likhatchev, le P-DG du géant russe du nucléaire, est l'un des invités de marque du salon mondial du nucléaire (World Nuclear Exhibition, WNE) qui se tient à Villepinte, en banlieue parisienne, le 1^{er} décembre 2021. À cette occasion, Rosatom annonce le lancement d'une « collaboration de long terme » dans la R&D (recherche et développement) avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et EDF. Le lendemain, il finalise avec Framatome un « nouvel accord stratégique de coopération ».

Le nucléaire n'est pas le seul secteur de l'énergie dans lequel la France possède des liens avec la Russie – et l'Allemagne, l'unique grand pays européen à se trouver sous la dépendance russe. Les grands médias français semblent le découvrir à la faveur de cette guerre en Ukraine, mais le géant pétrolier Total dispose d'énormes investissements en Russie. En 2020, 17 % de sa production en pétrole et en gaz provient de ce pays, 24 % de ses réserves prouvées en pétrole et en gaz s'y trouvent.

C'est considérable pour le groupe français, qui a mené depuis très longtemps ce rapprochement. Mais c'est sous la présidence de Christophe de Margerie que les liens se sont renforcés. Le cœur de cette coopération ? Le site de Yamal, en Sibérie, où Total, avec le groupe russe Novatek et des capitaux chinois, a lancé en 2013 un projet de gigantesque complexe de production de gaz naturel liquéfié (GNL) pour un investissement global de 27 milliards de dollars. Cette usine relève de la prouesse technique (les conditions

de production dans ce grand Nord sont particulièrement difficiles), et elle permet depuis quelques années déjà à la Russie d'exporter son gaz autrement que par la seule voie des fameux gazoducs.

C'est aussi une prouesse politique : Total a obtenu du pouvoir russe une licence d'exportation de gaz, jusqu'alors monopole de Gazprom. À l'époque, c'est le Premier ministre François Fillon qui a négocié directement avec Dmitri Medvedev, alors président de la Russie et proche de l'un des fondateurs de Novatek. Ainsi, face aux Américains qui ont développé ces dernières années leur propre filière de GNL à partir du gaz de schiste, les Russes ont pris pied sur le marché mondial du GNL grâce aux Français de Total, qui dispose de 20 % du capital de Novatek, deuxième producteur de gaz en Russie après Gazprom.

Signe de l'entente entre Français et Russes sur ce projet industriel : en 2017, le premier méthanier russe est nommé, en hommage, le *Christophe de Margerie*. La même année, *The Financial Times* salue « la meilleure illustration de la résilience de la Russie face aux sanctions internationales ». Cette lune de miel pourrait maintenant se terminer. Selon plusieurs sources concordantes, les États-Unis réfléchissent à d'éventuelles sanctions à l'encontre du projet Yamal (en plus de celles contre Nord Stream 2), qui concerneraient donc directement le groupe Total. L'arme de l'« extraterritorialité » du droit américain anticorruption, destinée à déstabiliser les entreprises européennes, a beaucoup été utilisée depuis une trentaine d'années par la superpuissance dans le but de maintenir son leadership économique dans la mondialisation¹.

Ce n'est pas la première fois que les Américains se mettent en travers du chemin de la major française. En multipliant les menaces juridiques et les sanctions, les États-Unis ont fini par la bouter hors

d'Iran. C'est qu'ils ont de puissants arguments à faire valoir auprès de Total, qui réalise près de 90 % de ses opérations de financement à travers des banques américaines, outre les 30 % de son actionnariat en provenance des États-Unis : avec 5,9 % des titres, la multinationale de gestion d'actifs BlackRock est son premier actionnaire. Voilà pourquoi le sujet Novatek-Total a été abordé par le président français et son homologue russe lors de leur rencontre du 7 février 2022.

Sur le front énergétique, Total n'est qu'un sujet d'inquiétude parmi d'autres pour Emmanuel Macron, tandis que les prix explosent sur le marché mondial du gaz et du pétrole. Comme si tout cela ne suffisait pas, le parc nucléaire français multiplie les signes de faiblesse. Fin 2021, les techniciens d'EDF découvrent en effet des fissures et des « corrosions » sur plusieurs réacteurs. Une vaste inspection est lancée. Résultat, le parc nucléaire français tourne aujourd'hui à moitié : à peine 55 % des réacteurs sont en fonctionnement. Un taux de disponibilité très faible, qui a fait tomber EDF à la 28^e place des opérateurs mondiaux sur 31. L'électricien ne produit plus assez et se trouve donc contraint d'acheter au prix spot à l'international.

La France, pays le plus nucléarisé au monde, risque donc de devoir augmenter sa consommation de gaz dans les prochaines années. Les pays gaziers se frottent les mains. Deux jours avant l'invasion russe, ils se réunissaient d'ailleurs au Qatar pour le sommet du Forum des pays exportateurs de gaz. Chez les Européens, c'est le sauve-qui-peut général, notamment quand Poutine décide de fermer les robinets de la Pologne et de la Bulgarie. Sans attendre, l'Italie, dont le gaz provenait jusqu'à présent à 45 % de la Russie, se tourne vers l'Algérie et d'autres pays africains comme l'Angola ou l'Égypte. En France, le magnat tchèque

de l'énergie, Daniel Kretinsky, propose déjà à l'Élysée de prolonger la durée de vie des centrales à charbon dont il dispose dans l'Hexagone. Mais, pour ne rien arranger, ces tensions énergétiques se mêlent à l'urgence climatique et au retour de la menace d'un hiver nucléaire, tant les tensions deviennent fortes entre États-Unis et Russie, comme jamais depuis la crise des missiles de Cuba en 1962.

1. Lire à ce sujet *L'Emprise*, *op. cit.*

Docteur Folamour

25 avril 2022. « Le danger est grave, il est réel. On ne peut pas le sous-estimer »

Sergueï Lavrov,
ministre des Affaires étrangères russe,
au sujet de la possibilité d'une « troisième guerre
mondiale »

Dès le 24 février, jour de l'invasion russe de l'Ukraine, Vladimir Poutine hausse le ton : « Peu importe qui essaie de se mettre en travers de notre chemin ou [...] de créer des menaces pour notre pays et notre peuple, ils doivent savoir que la Russie répondra immédiatement, et les conséquences seront telles que vous n'en avez jamais vu dans toute votre histoire. » Si le message n'était pas suffisamment clair, le président russe l'accompagne d'une hausse du niveau d'alerte des forces nucléaires russes, en instaurant « un régime spécial de service de combat ». Manière de faire peur et de dissuader États-Unis et pays européens de répliquer directement à son agression. Une forme de chantage¹. Ce n'est pas la première fois que Poutine sort les griffes face aux Occidentaux.

Depuis le début des tensions avec l'Ukraine, le maître du Kremlin multiplie les allusions. Dès le 7 février, à l'issue de sa rencontre avec Emmanuel Macron, il se fait menaçant lors de la conférence de

presse, déclarant que, « si l'Ukraine rejoignait l'OTAN et décidait de reprendre la Crimée par la force, les pays européens seraient automatiquement entraînés dans un conflit militaire avec la Russie [...] l'une des principales puissances nucléaires mondiales, supérieure à nombre de ces pays en termes de modernité des forces nucléaires ». Et si le conflit en venait à se généraliser, Poutine prévient : « Il n'y aura pas de gagnant. »

Plus inquiétant, et passé plutôt inaperçu, le projet de nouvelle Constitution biélorusse prévoit l'abandon du statut d'État non nucléaire. C'est à la fin 2021 que tout s'est joué. Le 4 novembre, la Russie et la Biélorussie approuvent une doctrine militaire commune². Elle n'est pas rendue publique mais, selon William Alberque, du centre de recherche IISS (International Institute for Strategic Studies), elle implique le changement de statut de neutralité de Minsk. Le 30 novembre, dans un entretien accordé à RT, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, reconnaît l'annexion de la Crimée et annonce qu'il va proposer à Poutine de redéployer des armes nucléaires en Biélorussie. En février, ce dernier annonce des manœuvres conjointes en Biélorussie. Trois jours après l'invasion russe de l'Ukraine, un référendum approuve en Biélorussie la nouvelle Constitution, où il n'est plus question ni d'État neutre ni d'État non nucléaire, autorisant de fait le déploiement d'armes nucléaires russes sur le territoire.

Assiste-t-on à un nouvel âge nucléaire ? De fait, la déclaration de guerre de Vladimir Poutine à l'Ukraine a aggravé la violation du mémorandum de Budapest de 1994, qu'il a enfreint une première fois en 2014 avec l'annexion de la Crimée et la déstabilisation du Donbass. Cette année-là, Ban Ki-moon, alors secrétaire général des Nations Unies, lance l'alerte : « Les implications sont profondes tant pour la sécurité que pour l'intégrité du régime de non-prolifération

nucléaire. » En 2015, la chercheuse française Sabine Lavorel constate dans un article universitaire : « La crise ukrainienne a provoqué une fragilisation des mécanismes internationaux de non-prolifération et elle a contribué à mettre en exergue les limites des garanties de sécurité entre États³. » De fait, le régime du traité de non-prolifération n'a pas empêché la prolifération nucléaire dans l'après-guerre froide. Le nombre d'ogives dans les stocks militaires mondiaux augmente de nouveau. Et le traité New Start, qui limite les arsenaux nucléaires des États-Unis et de la Russie, reste, entre les deux puissances, le seul accord de désarmement nucléaire en vigueur, après sa prolongation en février 2021. Il expirera toutefois en 2026.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lui-même tiré la sonnette d'alarme en décembre 2021 dans une tribune. « Compte tenu du stockage de plus de 13 000 armes nucléaires dans les arsenaux du monde entier, combien de temps notre chance peut-elle durer ? [...] L'anéantissement nucléaire est une épée de Damoclès : il suffirait d'un malentendu ou d'une erreur d'appréciation pour entraîner non seulement la souffrance et la mort à une échelle effroyable, mais aussi la fin de toute vie sur Terre. »

Le 23 mars, dans *Responsible Statecraft*, Joe Cirincione, spécialiste des armes de destruction massive, remarque : « Vladimir Poutine n'a pas à utiliser l'arme atomique s'il gagne sa guerre en Ukraine. Utiliser l'arme nucléaire serait l'acte d'un perdant. C'est une action désespérée. » Et d'ajouter, inquiet, que Poutine pourrait finalement se résoudre à une telle extrémité pour se sortir de son offensive qui se trouve alors « au point mort ». Joe Cirincione va plus loin dans sa démonstration. Il estime : « La sécurité nationale de la Russie n'est pas menacée par l'échec de l'invasion brutale par la Russie de l'Ukraine. Mais la sécurité de Poutine l'est. Cela

pourrait l'amener à intensifier le conflit en multipliant les bombardements sur les villes ukrainiennes, à lancer de larges cyberattaques, utiliser des armes chimiques comme le chlore ou même les armes nucléaires. »

Et le spécialiste de rappeler que la Russie utilise déjà des armes très offensives sur le théâtre ukrainien, en l'occurrence des missiles hypersoniques, parmi les plus redoutables au monde. L'usage d'armes nucléaires reviendrait à briser un tabou vieux de soixante-dix-sept ans, et nous ramènerait à août 1945, quand le président américain Harry Truman décida de lancer, à quelques jours d'intervalle, deux bombes atomiques, Little Boy et Fat Man, sur les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki. L'« ère nucléaire » a donc été inaugurée dans l'horreur, et la guerre froide qui a suivi a vu les deux géants qu'étaient les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique se lancer dans une folle course à l'armement. Dans l'atmosphère terrestre, le dernier champignon atomique a éclos en 1980, lors d'un test chinois. Les États-Unis ont interrompu leur campagne de tests atmosphériques en 1962.

Mais, ces dernières années, tout indique un retour aux ogives à faible puissance, dites charges « tactiques », pouvant être utilisées sur un champ de bataille. Cirincione pointe l'évolution de la doctrine russe de dissuasion nucléaire vers cet usage, mais rappelle également que, même aux États-Unis, certains experts de la défense sont devenus des promoteurs zélés d'un tel recours. Il cite notamment l'activisme dans ce domaine de Frank Miller, un haut cadre du Pentagone, un temps conseiller du président George W. Bush. Au détour de cet article, on apprend ainsi que les États-Unis ont décidé depuis une décennie d'intégrer les armes nucléaires tactiques au sein de l'arsenal utilisable dans les plans de guerre conventionnelle.

Les promoteurs de telles armes nucléaires « tactiques » ont perdu de vue leur potentiel destructeur. À partir de 2018, l'administration Trump décide ainsi d'adapter les ogives W76 dans une version de « faible puissance », de 5 à 7 kilotonnes. En comparaison, Little Boy, lancée sur Hiroshima, avait une puissance entre 13 et 16 kilotonnes ; ou, plus frappant encore, la bombe conventionnelle (donc non nucléaire) la plus puissante actuellement incluse dans l'arsenal américain, surnommée « la mère de toutes les bombes », la GBU-43/B Massive Ordnance Air Blast, ne représente que 11 tonnes de TNT, soit un cinquantième de la puissance de ces nouvelles bombes nucléaires américaines à « faible puissance ». Autant dire que ces armes nucléaires « tactiques » peuvent faire de sacrés dégâts.

Ces ogives de « faible puissance », appelées « W76-2 », commencent à être discrètement fabriquées par les États-Unis en janvier 2019. La décision suscite de nombreuses critiques (feutrées) dans la communauté de la défense américaine. Six mois après le lancement de la production de ces armes, la commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis en interdit le déploiement... Un blocage de courte durée : dès février 2020, les États-Unis annoncent avoir installé cette arme à bord d'un sous-marin, en réponse au développement par la Russie d'armements similaires. « L'US Navy a déployé la tête nucléaire de faible puissance W76-2 sur un missile balistique lancé depuis un sous-marin », indique succinctement John Rood, le numéro deux du Pentagone.

Selon Washington, Moscou est alors en train de moderniser un arsenal de 2 000 armes nucléaires tactiques, menaçant les pays européens à leurs frontières, et contournant ses obligations liées au traité de désarmement New Start, qui ne comptabilise que les armes

stratégiques servant de fondement à la doctrine de dissuasion, basée sur la « destruction mutuelle assurée ». En déployant ces nouvelles armes nucléaires tactiques, Moscou pourrait « reprendre l'avantage sur les Occidentaux en cas de conflit », rapporte la dépêche AFP publiée à l'occasion. À quelques semaines du premier confinement anti-Covid-19 en France, cette information ne retient l'attention ni des médias ni des responsables politiques. En février 2020, le président Emmanuel Macron rappelle pourtant dans un discours à l'École de guerre que la France « a toujours refusé que l'arme nucléaire puisse être considérée comme une arme de bataille ». Il affirme alors que Paris « ne s'engagera jamais dans une bataille nucléaire ou une quelconque riposte graduée ».

Début janvier 2022, en pleine négociation avec l'Iran, soupçonné de vouloir se doter de la bombe atomique, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU s'engagent de façon très hypocrite à accomplir « davantage de progrès en matière de désarmement, avec pour objectif ultime un monde exempt d'armes nucléaires », selon un communiqué de la présidence française qui coordonne les travaux de ces pays depuis deux ans. « Chacun d'entre nous entend maintenir et renforcer encore ses mesures nationales destinées à empêcher l'utilisation non autorisée ou non intentionnelle d'armes nucléaires », poursuit le texte, à une semaine d'une négociation russo-américaine à Genève sur les traités de contrôle de l'armement nucléaire et sur la situation à la frontière russo-ukrainienne. « Nous affirmons qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée », affirment enfin les signataires, martelant que ces armes, « tant qu'elles existent, doivent servir à des fins défensives, de dissuasion et de prévention de la guerre ».

De belles paroles, mais, depuis la présidence de Donald Trump, le consensus international sur la sécurité nucléaire est ébranlé. L'ancien président américain n'a pas hésité à retirer unilatéralement les États-Unis de trois accords internationaux essentiels : d'abord le plan d'action global conjoint (JCPOA) pour le programme nucléaire iranien, mais aussi le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) avec la Russie, ainsi que le traité « Ciel ouvert » (*Open Skies*), qui a permis la vérification des accords nucléaires. En juin 2020, Trump menace même de reprendre les essais nucléaires. Le professeur Graham Allison, qui a participé à l'élaboration de programmes de démantèlement d'armes à la fin de la guerre froide, s'en alarme : « Bien que leurs spécificités diffèrent, l'effet net de ces actions a été d'augmenter le risque de prolifération nucléaire et même de guerre. » À la même époque, Tamsin Shaw, chercheuse à l'institut des hautes études de Princeton, met les pieds dans le plat : « Depuis 2016, Trump et son équipe traitent l'ordre nucléaire international comme s'il s'agissait d'un bien immobilier bon marché dans une ancienne république soviétique : riche en opportunités de transactions, dépourvu de lois et de normes exécutoires⁴. » Elle s'inquiète des velléités de l'équipe Trump de vendre plusieurs réacteurs nucléaires à l'Arabie saoudite : « Il s'avère maintenant que les Saoudiens ne sont probablement pas simplement intéressés par un programme nucléaire civil. Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salmane (MBS), a été clair sur le fait qu'il développerait des armes nucléaires si l'Iran faisait de même. » Effectivement, lors de sa visite à Washington en mars 2018, MBS a donné une interview à l'émission *60 minutes* de CBS où il s'est fait menaçant : « Si l'Iran fabrique une bombe nucléaire, nous le ferons aussi. » Et si rien n'est entrepris pour empêcher l'Iran de se doter de

l'arme nucléaire, son pays poursuivra l'acquisition de la sienne « dès que possible ».

Quatre ans plus tard, les tensions nucléaires concernent le cœur de l'Europe. Et, malgré les menaces explicites de Vladimir Poutine, la posture américaine change radicalement en quelques semaines. Le 11 mars 2022, le président Joe Biden exclut tout engagement militaire américain en ces termes : « Ne vous racontez pas d'histoires ! Cette idée selon laquelle nous allons envoyer [en Ukraine] des équipements offensifs, des avions et des chars... Vous pouvez dire ce que vous voulez, les uns et les autres, cela s'appellerait la troisième guerre mondiale. »

Un mois et demi plus tard, Biden, après avoir misé sur les sanctions économiques, décide, pour affaiblir la Russie, d'augmenter considérablement les livraisons d'armes offensives à l'Ukraine – tout en mobilisant quarante pays et en débloquant auprès du Congrès près de 33 milliards de dollars. Lors de la visite à Kiev du secrétaire d'État, Antony Blinken, et du secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, ce dernier déclare souhaiter voir « la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse plus faire le genre de choses qu'elle a faites en envahissant l'Ukraine ». Et le chef du Pentagone ajoute que les responsables américains sont désormais convaincus que l'Ukraine peut gagner le conflit avec « le bon équipement » et « le bon soutien ».

La réplique russe ne se fait pas attendre. Le même jour, dans un long entretien à la télévision russe, Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, met en garde contre la possibilité d'une troisième guerre mondiale : « Le danger est grave, il est réel. On ne peut pas le sous-estimer. » Le 27 avril, à Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine hausse le ton une fois encore : « Ce que je souhaite faire remarquer maintenant, j'en ai parlé au début de cette opération

militaire spéciale... Si certains veulent s'insérer dans les événements actuels... Alors ils doivent savoir qu'ils créeront une menace géopolitique pour nous et devront savoir qu'il y aura une réponse. Une frappe de réponse. Rapide. Nous avons pour cela tous les instruments. Des instruments que personne n'a aujourd'hui. Et nous utiliserons ces outils si c'est nécessaire. Et je souhaite que tout le monde le sache. » Des menaces jugées « irresponsables » par Joe Biden lui-même.

Pour beaucoup à Washington, ces paroles relèvent du bluff. D'autres observateurs continuent de pointer la « folie » de Vladimir Poutine. Dans ce genre de crises internationales, pourtant, l'histoire peut toujours nous instruire. En pleine crise des missiles de Cuba, en octobre 1962, John Fitzgerald Kennedy rappelait à ses collaborateurs et son état-major, rassemblés en réunion du comité exécutif du Conseil de sécurité nationale : « En premier lieu, laissez-moi préciser, de mon point de vue, [...] la nature du problème. [...] nous devons avant tout nous demander pourquoi les Russes ont agi de cette manière. » Et le président américain ajoutait qu'il était nécessaire de laisser une porte de sortie au dirigeant russe Nikita Khrouchtchev, afin d'éviter une ascension aux extrêmes nucléaires. Oui, il est toujours possible d'éviter une « troisième guerre mondiale ».

1. Olivier Zajec, « La menace d'une guerre nucléaire en Europe », *Le Monde diplomatique*, avril 2022.
2. *Le Monde*, 16 février 2022.
3. Sabine Lavoirel, « La crise du désarmement liée au conflit en Ukraine. Paix et sécurité européenne et internationale », université Côte d'Azur, 2015.
4. Tamsin Shaw, « Trump's Impact on Nuclear Proliferation », *Just Security*, 18 novembre 2020.

Le destin de l'Europe

Lors de sa prise d'armes du 22 avril 2022, Thierry Burkhard, le chef d'état-major des armées françaises, a prononcé « l'ordre du jour n° 13 », un discours destiné à l'ensemble de ses troupes. Le chef militaire y multiplie les constats et les leçons à tirer du conflit en Ukraine. « La guerre de haute intensité est de retour en Europe », remarque-t-il. S'adressant à ses hommes, sur un ton grave : « Soixante-dix-sept ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, deux armées s'affrontent avec toute la puissance de leurs capacités : avions, chars, navires, missiles, artillerie, cyber... Vous qui servez la France, vous avez déjà été confrontés, parfois de très près, à la violence de la guerre et des combats. La nouveauté de la situation tient à la proximité géographique : des missiles russes frappent régulièrement l'ouest de l'Ukraine, à moins de mille cinq cents kilomètres de Paris. La guerre est là, plus proche que nous ne l'avons jamais connue. »

Le général Burkhard n'hésite pas à dire que la France pourrait se trouver confrontée dans l'avenir à une guerre de ce type : « Pour nous, militaires français, cela signifie que nous devons nous y préparer. La probabilité d'un engagement majeur a considérablement augmenté et nous devons en tenir compte » et « être prêts à nous engager dans un affrontement de haute intensité ». Cette dernière hypothèse, qui remet en cause l'idée

d'une Europe en paix depuis la chute du mur de Berlin, Burkhard l'avait déjà évoquée dans sa « vision stratégique » dévoilée dès l'automne 2021.

Autre point soulevé par le haut gradé : « les chefs militaires russes ont menti » à Vladimir Poutine sur le dossier de l'Ukraine. Et il en tire une leçon pour les troupes françaises : « Seule la plus grande franchise permet de préparer au mieux les temps difficiles, lorsqu'il faut livrer bataille. Je vous invite à faire vôtre cette phrase tirée du testament de Marc Bloch : "Je tiens la complaisance envers le mensonge, de quelques prétextes qu'elle puisse se parer, pour la pire lèpre de l'âme." » Dans *L'Étrange Défaite*, l'historien Marc Bloch tentait d'expliquer, au moment même où les événements se déroulaient, les raisons de la débâcle française de 1940 face à l'Allemagne.

Les Européens auraient intérêt à ne pas oublier leur histoire. Comme je l'ai souligné dans cet ouvrage, la guerre en Ukraine n'est pas qu'un conflit territorial entre deux États. La Russie souhaite préserver avant tout son influence et sa domination sur le pays. Mais cette guerre totale s'explique aussi par le non-respect du mémorandum de Budapest de 1994, signé entre l'Ukraine et les grandes puissances nucléaires (dont la France), pour assurer le désarmement nucléaire de ce pays, le plus grand d'Europe. Cet accord international a été bafoué une première fois en 2014 par la Russie. Mais les autres grandes puissances non plus n'ont pas respecté leurs engagements vis-à-vis de l'Ukraine concernant son intégrité territoriale. Les Européens ont montré un désintérêt, un manque certain de volonté politique pour régler à temps ce différend qui dépasse, dès l'origine, l'Ukraine et la Russie. Au-delà du Donbass, tous les ingrédients étaient réunis pour une crise globale, avec en son cœur la question du nucléaire.

Face à cette guerre menée par Vladimir Poutine, l'Europe s'est retrouvée devant le fait accompli. D'aucuns ont salué, à la faveur de cette crise, un sursaut européen. En réalité, l'Europe apparaît plus impuissante que jamais face à ce conflit survenu à ses portes. « L'Europe puissance », appelée de ses vœux par Emmanuel Macron, est encore loin d'être tangible. Le réarmement se fait dans la précipitation et pour la plus grande satisfaction des industriels américains. Les réorientations stratégiques dans l'énergie, notamment concernant le gaz, s'effectuent en ordre dispersé et dans l'urgence.

Derrière les discours et le semblant d'unité éclate au grand jour la division des Européens sur la marche à suivre. Unilatéralement, l'Italie se tourne vers l'Algérie et d'autres pays africains pour son approvisionnement en gaz. Comme lors de la pandémie mondiale, ces événements tragiques en Ukraine démontrent que les Européens ont vécu depuis trente ans dans le court terme, sans réelle stratégie commune dans l'énergie ou le militaire. Ce retour de la géopolitique dans l'économie mondiale, doublé de l'urgence liée au choc climatique, se révèle très dangereux pour l'Europe. Notre « Vieux Continent » est ballotté par de multiples dépendances. Et le conflit en Ukraine pose de nouveau la question clé des approvisionnements des pays européens, tant pour les produits agricoles que pour les minerais et les produits issus de l'industrie lourde.

Face à l'ampleur des enjeux, Emmanuel Macron apparaît attentiste et silencieux après sa victoire à l'élection présidentielle. S'il tente de reprendre la main au Parlement européen en proposant de créer une Europe à la carte permettant d'accueillir l'Ukraine, le président français, qui avait abondamment mis en scène sa médiation diplomatique avant et au début de la guerre, semble

désormais gêné par l'offensive de la Maison Blanche à l'encontre de Vladimir Poutine. L'Europe est devenue le champ de bataille de confrontations qui la dépassent. Dès l'automne 2019, pourtant, Emmanuel Macron avait tenu, dans une interview à *The Economist*, à prévenir ses partenaires : « Vous devez ré-internaliser votre politique de voisinage, vous ne pouvez pas la laisser gérer par des tiers qui n'ont pas les mêmes intérêts que vous. »

Il ne faut pas s'y tromper. Si les États-Unis s'engagent aux côtés des Ukrainiens, leur obsession numéro un reste la Chine. De fait, avec l'éclatement de cette guerre, la Russie bascule encore un peu plus du côté de la Chine, et l'Union européenne du côté des États-Unis. Au cours de son précédent quinquennat, Emmanuel Macron souhaitait pourtant imposer l'idée chez ses partenaires européens de la nécessité d'une « autonomie stratégique » entre ces deux superpuissances du ^{xxi}^e siècle.

Le 3 mai 2022, lors d'un discours tenu dans une usine d'armement à Troy, dans l'État de l'Alabama, le président Biden ne parle guère de l'Europe ou même de l'Ukraine. Il discourt sur les États-Unis et la Chine. Il déclare que son administration travaille dur pour que le pays redevienne le plus grand producteur de puces électroniques et autres semi-conducteurs nécessaires à la production de missiles Javelin actuellement envoyés en Ukraine par les Américains, et de nombreux autres produits de haute technologie. Le président américain rappelle à cette occasion qu'« aujourd'hui, toutes les puces les plus avancées au monde sont fabriquées à l'étranger », en visant la Chine, et souligne que « la sécurité de l'Amérique ne devrait jamais être prise en otage par des événements à l'étranger – pas par une pandémie, pas par une guerre ». Les Européens auraient tort d'ignorer ces paroles. Si les États-Unis apportent désormais une aide massive aux Ukrainiens,

c'est d'abord pour « affaiblir » la Russie et transformer cette guerre en « échec stratégique » pour Vladimir Poutine. Prenant ses distances avec ce jeu global entre super puissances, Emmanuel Macron tente à son niveau de se différencier et rappelle au Parlement européen que « la paix ne se construira pas dans l'humiliation de la Russie ». Car c'est aussi le destin de l'Europe qui se joue derrière cette guerre en Ukraine.